

# **Le Marxisme Vivant**

Revue du KoorKom

(Comité Coordinateur pour la construction d'un Parti Ouvrier International)

n° 5

Mai 2002

## **Présentation**

En Argentine, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour faire face au gouvernement. Autant d'autres l'ont fait à Caracas contre le coup d'état préparé par les États Unis. Plus de 300 mille personnes ont occupé les rues de Barcelone. Deux millions de personnes ont manifesté en Italie contre les réformes de la législation du travail du gouvernement Berlusconi, manifestation qui a été suivie par une grève générale. La puissante armée israélienne ne parvient pas à en finir avec l'Intifada palestinienne. La jeunesse française occupe les pavés de Paris contre l'extrême droite de Le Pen. Plus d'un million de personnes, au Maroc et en Syrie, se sont solidarisées avec le peuple palestinien. Tout cela s'est passé dans les derniers quatre mois.

Cela fait des années qu'on n'a pas connu autant d'actions de grande envergure en si peu de temps. Après l'offensive contre-révolutionnaire déchaînée par l'impérialisme à la suite du 11 septembre, les masses et leurs actions sont de nouveau les grands protagonistes des principaux événements politiques et, ce faisant, obtiennent d'importantes victoires.

Les Argentins ont détrôné de manière directe le gouvernement. Les Vénézuéliens ont obtenu ce que rarement les masses ont pu réaliser : vaincre un coup d'état le lendemain de son installation au pouvoir. Les Italiens ont fait leur première grève générale depuis 20 ans. La jeunesse française, qui a su tirer les leçons d'expériences tragiques du passé, a anticipé le fascisme et a fait appel à la mobilisation avant qu'il ne soit trop tard.

Ce protagonisme des masses rend actuelles les expériences du passé ainsi que de vieux débats stratégiques.

Le concept de révolution socialiste, considéré comme utopique par beaucoup de gens, est revenu intensément à l'actualité concrète face à l'effondrement du capitalisme argentin. Dans le n° 3 de notre revue le thème de la destruction de l'état d'Israël pour ouvrir le chemin vers une Palestine laïque, démocratique et non raciste a été abordé ; avec l'Intifada palestinienne et les massacres sionistes sans relâche, cette perspective, qui apparaissait utopique il y a peu, s'est transformée en la plus réaliste des mots d'ordres pour obtenir la paix au Moyen-Orient.

Les mots 'soviet', 'organisme de double pouvoir', 'commune' sont de retour dans le vocabulaire de l'avant-garde argentine.

De vieilles polémiques sur le rôle de l'Assemblée Constituante dans la révolution - dont fait état ce numéro de *Marxisme Vivant* - sont sorties des livres classiques du marxisme pour s'incorporer pleinement au débat actuel sur l'orientation que doit prendre la révolution argentine.

Un retour au passé ? Pas du tout ! C'est l'action des masses qui illumine le futur.

Cette brochure est l'édition en langue française de quelques articles de la revue *Marxismo Vivo / Marxism Alive* publiée en espagnol et en anglais, voir [www.marxismalive.org](http://www.marxismalive.org)

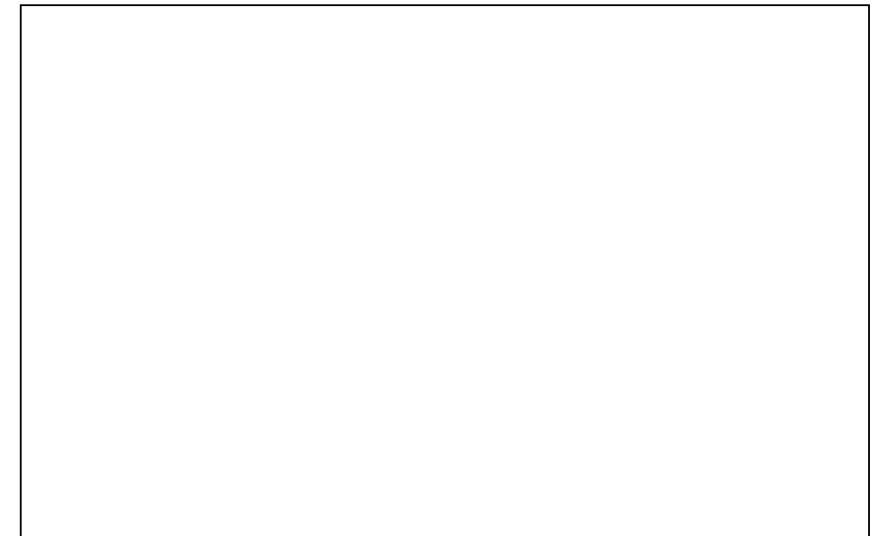
Parmi les articles non traduits, nous signalons entre autres un dossier sur le débat qui s'est tenu autour de la révolution argentine avec la participation de différents partis de l'extrême gauche, à l'occasion du Forum Social Mondial de Porto Alegre.

## La situation mondiale

### Des mois plus tard... la corde se tend

JOSÉ WELMOWICKI  
Professeur de Sciences Sociales (Brésil)

Rien ne sera plus comme avant. Les attentats contre les tours de New York et le Pentagone ont ouvert, de fait, une nouvelle situation mondiale. Entre-temps, beaucoup de questions restent ouvertes. Avec le front intérieur unifié autour du gouvernement et de la politique de "guerre contre la terreur en tout lieu", l'impérialisme nord-américain a lancé une grande offensive contre les peuples et la classe ouvrière au niveau mondial. Les pays semi-coloniaux seront-ils massacrés ? Le mouvement de masses dans les pays impérialistes se laissera-t-il entraîner par l'offensive ? Le mouvement antiglobalisation connaîtra-t-il un recul ? Les mobilisations dans les pays de la périphérie seront-elles écrasées ou neutralisées ?



Cette première victoire de l'impérialisme a eu comme résultat le maintien de sa puissante contre-offensive : le prochain objectif serait l'Irak. Une des manifestations de ce processus a été le voyage du vice-président de Bush, Dick Cheney, et du général Zinni, à la recherche du soutien de l'Union

Européenne et des gouvernements arabes pour une invasion de l'Irak. Les révélations sur les plans de contingence pour l'utilisation d'armes nucléaires par le gouvernement nord-américain montrent que la contre-offensive menace l'humanité et remet à l'ordre du jour la question ardente de vaincre l'impérialisme, la survie même de la planète étant en jeu.

La contre-offensive se manifeste dans les incursions assassines d'Israël dans les territoires occupés de la Palestine, dans l'approbation du Fast Track et les manœuvres pour accélérer l'Accord de Libre Commerce des Amériques (ALCA), dans l'offensive contre les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (FARC) et dans l'attitude du FMI face à la débâcle économique en Argentine, où les États Unis exigent toujours davantage de servilité pendant qu'ils reprochent au gouvernement argentin le 'manque de contrôle' sur le pays.

Entre-temps, en dépit de la victoire en Afghanistan, l'impérialisme n'est pas parvenu à vaincre l'ensemble du mouvement de masses et la réaction de ces masses s'est radicalisée en plusieurs endroits de la planète, créant ainsi un cadre de polarisation croissante de la lutte de classes. Le mouvement de masses répond avec force, aussi bien dans la révolution palestinienne que dans les pics révolutionnaires en Amérique Latine ou dans les rues de Barcelone : le contraire de ce que les défenseurs du capitalisme auraient souhaité.

Pendant les premières semaines après les attentats, et en particulier après la victoire en Afghanistan, on avait l'impression qu'un recul du mouvement serait fort probable. Entre-temps, après une courte période de perplexité et de doutes, les masses livrent des batailles impressionnantes partout dans le monde. Cette conflagration croissante donnera lieu à beaucoup de soulèvements. La polarisation devient plus intense.

### **La récession de l'économie mondiale**

Les causes de cette polarisation rapide se trouvent dans la racine de la situation mondiale actuelle. La contre-offensive a commencé en un moment difficile pour l'économie impérialiste : il y a une récession synchronisée des principales économies de la planète, aux États Unis, en Europe et au Japon. Dans ce contexte, l'impérialisme, plus spécialement le nord-américain, dispose encore d'un ample soutien interne pour attaquer les semi-colonies et avancer avec son projet de recolonisation impérialiste<sup>1</sup>. Il va continuer ses attaques. Il y a toutefois une contradiction : cela se passe avec une énorme usure à l'échelle mondiale, à cause des années de néolibéralisme et de montées contre le modèle néolibéral dans plusieurs pays.

La situation de l'économie nord-américaine et mondiale après les attentats était de récession, provoquée non "par les attentats", comme disaient les analystes du capital, mais par la tendance à la chute des bénéfices, qui se manifestait au moins déjà en 2000 dans l'économie américaine, et par la crise de superproduction qui s'en suivit.

### **La fin de la récession ?**

Cette crise de superproduction a comme origine une combinaison de facteurs : l'épuisement de l'expansion basée sur les nouvelles technologies et la chute dans les augmentations de productivité sur base de l'exploitation des travailleurs dans le centre et la périphérie et sur base du pillage des pays périphériques. Depuis la fin de l'année 2000, les tendances à la paralysie des investissements et aux faillites des entreprises, ainsi que les problèmes de crédit, s'étaient installés dans l'économie nord-américaine et l'ont mené à la récession ; en 2001, pour la première fois depuis beaucoup de temps, les trois principales économies sont passées par un moment de récession. Le Japon venait déjà d'un processus de stagnation chronique en dépit des plans successifs du gouvernement pour en sortir. L'Europe, et plus spécifiquement sa principale économie, l'allemande, a commencé aussi un déclin en 2001, avec des problèmes en relation avec l'économie nord-américaine et du même type.

Une vision triomphaliste commence à gagner du terrain entre les propagandistes du capital et les responsables de la *Federal Reserve* comme Alan Greenspan. Ils disent que l'économie des États Unis serait en train de surmonter ou aurait même évité la récession et ils parlent d'une croissance soutenue. Ils se basent sur des données concrètes tels que le Produit Intérieur Brut (PIB) des États Unis au cours du dernier trimestre. Dans le quatrième trimestre de 2001, le PIB des États Unis a augmenté de 1,7% selon les dernières estimations. Dans les derniers mois, la consommation et la confiance des consommateurs sont en hausse.

Entre-temps, la garantie d'une possible hausse serait une récupération du taux de bénéfice dans la production même, ce qui pourrait amener les entreprises à reprendre un cycle d'investissements qui permettrait une période de croissance plus prolongée. Ce n'est pas encore le cas, étant donné qu'une partie importante des ventes de la dernière période est due aux remises et à la diminution des marges de bénéfice, ainsi qu'à la diminution des intérêts, touchant presque le zéro, de la part de la *Federal Reserve*. Une augmentation de ce type n'est pas gage de solidité. Les entreprises licencient encore bien plus qu'ils n'embauchent. Nous ne voulons pas affirmer qu'il ne

peut y avoir une période de croissance conjoncturelle aux États Unis ; cela dépendra du rythme de la lutte de classes et de plusieurs combinaisons, mais il est fort peu probable qu'on sortira définitivement de la récession et qu'il y aura une croissance 'soutenue' à court terme.

La fin de la bulle de la 'nouvelle économie', signal du début de la récession en 2001, a encore ses conséquences. Dans l'industrie des télécommunications ont disparu 400 mille emplois aux États Unis depuis la fin de l'année 2000. Selon le *New York Times*, 61 mille emplois ont disparu uniquement pendant les deux premiers mois de 2002 (42% de plus que dans la même période de 2001). Les effets 'collatéraux' de l'explosion de la 'bulle de la technologie' ne sont pas encore venus à terme, comme on peut voir dans deux thèmes clé pour l'économie des États Unis et l'économie mondiale en ce moment.

### **Le cas Enron et les dettes impayables**

Enron est un bon exemple de la crise grave qui touche aujourd'hui beaucoup d'entreprises. A travers une manipulation comptable, on a caché la chute violente du bénéfice et une montagne de dettes. La crédibilité des entreprises de reviseurs comme *Arthur Andersen* - qui a participé à la fraude en cachant la situation de faillite de l'entreprise *Enron* - a été compromise. Ce mal ne se limite pas à *Enron*. Une entreprise importante du secteur des télécommunications, la *Global Crossing*, et l'entreprise *K-Mart*, la seconde dans le secteur du commerce populaire, ont subi le même 'syndrome' et appelé à la convocation de crédateurs (accord entre débiteurs et crédateurs). La suspicion sur la vraie situation comptable s'est étendue jusqu'à *GE*, la plus importante entreprise des États Unis, ainsi qu'à la *WorldCom* et la *IBM*.

Le problème touche tout le secteur financier ainsi que les gouvernements. Robert Rubin a été ministre des finances sous Clinton et est devenu par la suite le grand chef du *Citygroup*, le holding du *Citybank*. Déjà avant la crise totale d'*Enron* il a demandé l'aide du gouvernement, étant donné qu'il avait intérêt à ce que sa banque récupère les énormes quantités d'argent qu'elle avait prêtées à cette entreprise. La *Citybank* n'est pas la seule grande banque compromise dans des interventions auprès d'entreprises qui souffrent des pertes ou des chutes de bénéfice. La *Goldman Sachs* doit affronter un procès entamé par le gouvernement pour fraude. Les liens entre Bush et son équipe avec *Enron* sont d'ailleurs très profonds et une investigation sérieuse pourrait aboutir à un grand scandale politique.

Le danger pour l'économie des pays impérialistes est le lien étroit entre l'existence de 'crédits impayables' et les faillites du secteur financier, comme

dans le cas japonais. En Allemagne, la *Deutsche Bank* a essayé de sauver une des plus importantes entreprises dans le secteur du bâtiment, la *Holtzmann*, dont les dettes mettent en cause les résultats de la banque allemande la plus importante, qui en détient 20% du capital. Sans succès. L'entreprise, que l'intervention du gouvernement de Schröder avait sauvée une fois, est maintenant en faillite. Un moment de chute du taux des bénéfices, accompagné de dettes accumulées dans le système financier, peut mener à une crise encore pire.

### **L'acier : le protectionnisme peut renforcer la crise**

La décision prise récemment par les Etats-Unis d'augmenter les droits qui protègent le marché de l'acier pour défendre son industrie est en relation avec les tendances plus vastes de l'économie nord-américaine. Avant d'augmenter les droits, les États Unis avaient proposé un système de quotas, refusé par les pays producteurs. Comme il ne voulait pas accepter une nouvelle perte de sa production locale dans une conjoncture déjà en récession, le gouvernement nord-américain a appliqué un coup inespéré à chacun de ses compétiteurs. La situation de la sidérurgie fait partie de la crise plus générale de superproduction, devenu plus grave encore avec la chute de la production automobile. La production mondiale d'acier descend de 840 millions de tonnes en 2001 à une production prévue pour 2002 d'environ 828 millions de tonnes.

Le problème ne se limite pas seulement à l'acier. Il s'agit de la situation plus générale de superproduction et de compétitivité entre les impérialismes. Robert Samuelsen du *Washington Post* en fait l'analyse suivante : "Depuis son introduction en 1999, l'euro s'est déprécié de 25%, ce qui fait que les exportations européennes deviennent moins chères. Les fabricants et les agriculteurs nord-américains ont souffert de cette compétition accrue (...), ce qui représente le problème majeur : un monde qui dépend trop des États Unis. La dépendance fait que les États Unis achètent les importations de tous les autres pays, avec une croissance rapide et un dollar fort, que l'économie nord-américaine absorbe l'épargne des autres pays. A moins que la croissance économique des États Unis n'éclate, il y aura dépression. Les instabilités potentielles sont au maximum. Le protectionnisme de l'acier en est un des symptômes. Il faut que les économies et les monnaies européenne et japonaise se renforcent et assument le fardeau. Pour le moment, il n'y a aucun indice de cela." (Souligné par nous.)

L'Union Européenne s'inquiète de ce que la Russie, la Corée et le Japon n'inondent l'Europe avec de l'acier bon marché. Le problème pour l'Union

Européenne est qu'il lui est difficile de réduire encore plus la production face à la résistance acharnée des travailleurs européens. Les pays périphériques, quant à eux, y trouvent un des rares secteurs où la 'libre concurrence' est à leur faveur, que ce soit pour des raisons de compétitivité dans les coûts (lisez : les bas salaires, la dérégulation) ou pour la proximité des gisements de fer.

Étant donné qu'il n'y a pas d'accord entre les États Unis et l'Union Européenne, le *sheriff* Bush a pris la décision. "S'ils ne veulent pas entendre parler d'une négociation pour diminuer la capacité mondiale, nous exercerons le contrôle par notre marché et tant pis pour eux". Une telle mesure renforce les tendances au protectionnisme et aggrave encore plus la crise mondiale. Les mesures annoncées par l'Union Européenne pour contrecarrer le protectionnisme nord-américain sont un premier signal d'avertissement concernant les problèmes qui peuvent surgir d'une guerre commerciale en un moment de récession dans les principaux pays capitalistes.

"L'Union Européenne ne cherche pas la confrontation (...) la question est que l'Europe marche avec ses propres pieds sans permettre que qui que ce soit nous fixe l'agenda." (El Mundo, 31/02/02) C'est en ces termes que le Président de la Commission européenne, Romano Prodi, annonçait les mesures de sauvegarde de l'Union Européenne en réponse à la décision des États Unis de fermer son marché de l'acier. Prodi a demandé une fois de plus à l'administration Bush "de ne pas avancer par ce chemin", étant donné que "chacun a ses intérêts légitimes, mais nous ne pouvons pas permettre que des intérêts internes à court terme dictent la politique internationale".

### **"L'axe du mal"**

La stratégie de l'impérialisme est de parvenir à contrôler les sources de richesses et les régions stratégiques, avec la destruction de toute tentative d'opposition à ses plans. C'est l'origine du fameux "axe du mal", qui serait composé par l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord. Il est évident qu'avec cette tactique, Bush essaie d'étendre la ligne de la "guerre contre la terreur" vers différents endroits stratégiques de la lutte de classes.

Fort d'un premier triomphe<sup>1</sup>, il cherche à passer à une guerre de conquête dans d'autres pays qui refusent de s'incorporer dans sa domination directe. Voilà la raison du choix de son nouvel objectif de conquête : l'Irak. Dans ce pays, les intérêts de soumettre, une fois pour toutes, un pays clé pour le contrôle de la région stratégique du Moyen Orient se combinent avec la dispute pour les richesses pétrolières.



Un des gurus de la droite nord-américaine, l'éditeur du *National Review*, Richard Lowry, le dit en toutes lettres : "Une occupation nord-américaine ne devrait pas durer des années, comme le modèle de la régence de Mac Arthur au Japon. Les États Unis interviendraient rapidement et dans un an, par exemple, ils devraient passer le contrôle à un protectorat des Nations Unis, avec l'une ou l'autre collaboration arabe pour sauver les apparences ou avec quelque part un non américain, un européen inconnu, peut-être un suédois, pour diriger le spectacle. Cela pourrait garantir l'accès de l'Occident au pétrole et rompre peut-être l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) dont les fonds sont employés pour financer des dictatures répressives, et indirectement des terroristes"<sup>2</sup>.

### **"Guerre contre la terreur"**

Depuis les attentats du 11 septembre, le fantasme d'une troisième guerre mondiale est une préoccupation générale, promue par les *médias*. Quand on aborde le thème, il est habituel de penser en une guerre inter-impérialiste, comme les deux premières guerres mondiales. Cette possibilité est inexistante dans un futur proche, étant donné le degré d'hégémonie économique et militaire des États Unis en ce début de siècle et le rôle d'associés mineurs ou soumis joué par les pays qui pourraient défier l'armement des États Unis.

Il ne faut toutefois pas écarter un autre type de guerre de caractère mondial : l'offensive contre-révolutionnaire en cours, présenté comme la "guerre contre la terreur". La victoire en Afghanistan a stimulé cette tendance dans le gouvernement des États Unis. L'énorme investissement dans l'armée fait partie de cette politique. Il s'agit de donner une forme explicitement militaire à l'offensive pour contrôler les ressources économiques de la périphérie et écraser toute résistance, au nom de la paix, bien sûr.

Actuellement, la présence militaire des États Unis ne s'étend pas seulement à l'Afghanistan mais aussi aux Philippines, où elle assiste directement les troupes du gouvernement pour combattre la guérilla musulmane, à la Géorgie, une région qui est stratégique pour l'approvisionnement en pétrole, au Yémen, où il y a une guérilla qui échappe au contrôle du gouvernement local, et à l'État espagnol à travers des accords entre la CIA et la police secrète pour faire face aux groupes séparatistes, en particulier l'ETA. En Amérique Latine, la présence la plus accentuée se trouve en Colombie qu'elle approvisionne en équipement militaire et où elle oriente et maintient des officiers qui dirigent les opérations contre la guérilla.

Les États Unis profitent de la peur d'une guerre nucléaire ou de l'utilisation d'armes nucléaires dans des attentats. Dick Cheney vient de retourner d'un voyage au Moyen Orient où, selon le journaliste Robert Fisk du journal *The Independent*, il a mis l'accent sur le fait "qu'on ne peut pas permettre qu'*Al Qaeda* se réorganise". Afin de l'éviter, il faudrait intervenir préventivement dans les endroits où il pourrait y avoir potentiellement un "soutien à la terreur" comme en Irak. Le même Cheney a dit, en s'adressant aux soldats à bord du porte-avions *John C. Stennis* dans le golfe persique, que "les États Unis ne permettront pas que les forces de la terreur se munissent d'armes génocides" ; Saddam dispose "d'armes de destruction massive" qui pourraient "tomber dans les mains d'Osama Bin Laden".

Indépendamment du fait que cette information serait confirmée ou non par certains membres de l'ancienne Mission d'inspection des Nations Unis pour le désarmement à Bagdad (Unscm), les États Unis utilisent comme prétexte cette "possibilité que la terreur se munisse d'armes nucléaires et chimiques" afin d'attaquer et de dominer une région stratégique et riche en pétrole, et d'éliminer les obstacles à leur domination totale.

Entre-temps, il n'y a qu'un seul pays qui dispose d'armes de destruction massive capables d'en finir avec l'humanité, et qui de surcroît les a déjà utilisées sans qu'il y ait un besoin militaire pour le faire : les États Unis. A la fin de la II guerre mondiale, quand le Japon était pratiquement vaincu, Truman a donné l'ordre à son aviation de lancer des bombes atomiques sur des objectifs importants avec haute densité de population, contre la volonté des physiciens qui avaient construit la bombe. C'est ainsi qu'a été utilisé pour la première fois l'armement atomique contre des êtres humains, en bombardant Hiroshima et Nagasaki. Le résultat de 'l'expérience' : 300 mille morts.

Voilà pourquoi le discours pacifique de certains secteurs de la gauche contre l'armement nucléaire est cynique. Ils acceptent l'invasion de l'Irak pour désarmer la "menace", mais ils ne se soucient que des menaces nucléaires des pays 'non civilisés'. Le cynisme est d'autant plus grand quand apparaissent des documents qui prouvent que les États Unis planifient d'amplifier et d'utiliser leur supériorité nucléaire comme l'autre face de cette offensive 'contre la terreur'. Des journaux comme *Los Angeles Times* ont révélé des documents, non démentis, dans lesquels le Pentagone discute comment utiliser des armes nucléaires pour vaincre des ennemis qui "peuvent disposer d'armes de destruction massive", et propose, en plus, de construire des armes atomiques de destruction 'localisée'. Par ces

déclarations, ils nous rappellent qu'il faut dorénavant tenir compte de la guerre déclarée par l'impérialisme.

Toute la vocifération concernant le possible armement de l'Irak ou de la Corée du Nord n'est destinée qu'à justifier une politique qui rompt les accords antérieurs de contrôle d'armements entre l'ancienne URSS et les États Unis. Il s'agit d'une politique de préparation d'un dispositif qui doit garantir une suprématie militaire pour obliger tous les pays qui oseraient s'opposer à l'offensive recolonisatrice de l'impérialisme à capituler sans résistance.

### **Les "guerriers" de Bush dans une situation compliquée**

Entre-temps, Bush et ses "guerriers", Rumsfeld et Condolezza Rice, doivent faire face à la réaction des peuples. La polarisation mondiale augmente de jour en jour et elle ne mène nullement vers la stabilisation et la *Pax Americana* dont ils rêvent ; au contraire, elle génère une grande instabilité dans beaucoup d'endroits du globe.

En dirigeant leurs griffes et leurs troupes vers l'Irak, en intervenant en Colombie, aux Philippines ou au Yémen, les "guerriers" de Bush mènent plusieurs batailles simultanées qui peuvent créer une situation délicate pour la "guerre contre la terreur". Ces initiatives font des États Unis non seulement un ennemi indirect - quand ils soutiennent des gouvernements fantoches - mais aussi un adversaire explicite des peuples et des masses en lutte. Le monde arabe et musulman n'est qu'un exemple de ce processus. L'augmentation de la haine et de la mobilisation directe contre la politique des États Unis commence déjà à se traduire en des manifestations de masse contre Bush, et ce en dépit de la servilité et des efforts d'apaisement déployés par les gouvernements fantoches locaux.

Cette offensive inouïe est en train de créer ses forteresses et de générer ses crises au fur et à mesure qu'elle se développe. Le Moyen Orient se trouve dans une situation plus polarisée après la guerre en Afghanistan, en vertu des préparatifs pour l'offensive militaire des États Unis contre l'Irak, alors que l'offensive assassine de Sharon contre les Palestiniens ne s'arrête pas. Plus spécifiquement, à partir de l'offensive assassine de Sharon contre les Palestiniens, mise en place comme partie active de la "guerre contre la terreur", une incursion guerrière simultanée contre l'Irak peut mettre le feu aux poudres d'une réaction plus ample des masses dans toute la région, qui sont de jour en jour plus en colère.

La mission d'Anthony Zinni et de Dick Cheney au Moyen Orient est peut-être l'expression la plus ferme de cette contradiction. Les

gouvernements collaborateurs de l'Arabie Saoudite, de la Jordanie et du Koweït (un protectorat où 40% des habitants sont contre la politique nord-américaine dans la région) font face à une opposition croissante dans les masses arabes contre une attaque possible de l'Irak. Ils ont donc essayé d'avertir Cheney qu'une attaque contre l'Irak sans résolution du problème palestinien mettrait encore davantage d'huile au feu.

Les commentaires de Cheney au Moyen Orient ont été suivis de plusieurs déclarations de "dirigeants alliés", tels que le président des Émirats Arabes Unis, le cheik Zayed Bin Sultan Al Nahayan, qui a dit qu'il s'opposait énergiquement à une action militaire contre l'Irak. Les gouvernements arabes, mis sous pression par leurs populations en colère, se demandent quel est ce soi-disant "génocide" contre lequel Cheney émet des alertes. Ils se demandent qui menace avec un génocide au Moyen Orient. Ne serait-ce pas ce qui se passe en Palestine ?

La visite de Zinni et Cheney n'a pas changé le contexte difficile de mise en œuvre de l'offensive de Bush : la seule nation au Moyen Orient qui soutient une attaque contre l'Irak est Israël, ce qui représente encore plus d'isolement pour la politique nord-américaine, étant donné que la guerre même d'Israël contre les Palestiniens provoque tellement d'indignation populaire, que même les gouvernements arabes clients ou alliés des États Unis sont amenés à se prononcer contre cette politique.

### **Que peut-il se passer à l'intérieur des États Unis ?**

Les attentats du 11 septembre ont uni la population nord-américaine sous le drapeau de la "lutte contre la terreur" et derrière son président controversé quelque temps auparavant. C'est l'arme la plus importante dont dispose Bush pour soutenir sa politique. Voilà la raison pour laquelle la politique de terreur individuelle - qui a permis la réaffirmation de Bush et a mis momentanément les mouvements de protestation contre le système et contre le gouvernement en position de défense - est tellement criminelle.

Quelques mois plus tard, en dépit du grand soutien politique à Bush (autour de 90%), certains facteurs menacent cette unanimité pratiquement sans faille. Les conséquences de la crise économique ne sont pas les mêmes pour le capital et pour les travailleurs. Les réductions d'impôt favorisent les monopoles et les travailleurs continuent à payer la note : ils perdent des emplois tandis que les soins médicaux et les bénéfices sociaux diminuent, alors que les millionnaires se félicitent d'avoir reçu des remises et des subsides.

Il commence à y avoir des différences - même si pour le moment elles sont tactiques - entre Bush et les démocrates dans le Congrès, à propos des mesures économiques et de l'élargissement même de l'offensive contre différents pays. Il y a aussi quelques frictions entre les deux partis concernant 'l'efficacité' de la politique en Afghanistan.

En plus, il y a lieu de rappeler que même sur le terrain en Afghanistan la situation est loin d'être stabilisée. La première victoire impérialiste a été claire mais le conflit afghan n'est pas terminé. Une opération qui massacre la population afghane - apparemment un triomphe sans pertes pour l'armée des États Unis – est une chose et une permanence prolongée sur le terrain, avec ses pertes de soldats comme les huit morts de la bataille de *Gardez* ou l'*Opération Anaconda*<sup>3</sup> en est une autre.

### **La révolution palestinienne**

L'Intifada a pris de l'ampleur ces derniers mois. L'offensive de Sharon n'a fait que raviver la résistance et, comme disait bien un journaliste occidental, "les Palestiniens ont perdu la peur". La puissance de l'Intifada est tellement grande qu'il commence à y avoir des divisions au sein de l'armée israélienne, réputée invincible. Non seulement des officiers de réserve et des soldats ont refusé d'entrer dans les territoires occupés, en publiant leur décision dans les journaux et en ayant le soutien de 26% de la population israélienne, mais même des anciens généraux du service secret comme Ami Ayalon<sup>4</sup> parlent ouvertement d'abandonner les territoires et les colonies qui s'y trouvent, et ils organisent des séminaires avec les représentants de l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) à Jérusalem.

Sharon a défini Arafat comme "ennemi" et a donné l'ordre de détruire le quartier général de l'ANP à Ramala afin d'humilier les Palestiniens et de leur faire peur. Il est loin d'avoir obtenu ce résultat et on parle de plus en plus, à l'intérieur d'Israël, de l'échec de sa politique. Pendant la visite de Cheney, un journaliste de la radio de l'armée israélienne même a interpellé Sharon dans une conférence de presse en ces termes : "Vous nous dites que vous contrôlez la situation mais vous proposez un armistice aux Palestiniens. Faut-il en conclure que votre politique et la dernière offensive contre les territoires palestiniens est un échec cuisant ?"<sup>5</sup>

Le Moyen Orient est en train de devenir la première épreuve de feu pour l'offensive de Bush. Sharon a assumé le rôle de servir d'instrument de la "guerre contre la terreur" en Palestine sous l'œil bienveillant des États Unis. La montée de l'Intifada a été le facteur principal de l'échec actuel de Sharon et met pour la première fois à l'ordre du jour une défaite possible d'Israël, qui

a déjà souffert son premier revers politique et militaire au Liban et court maintenant ce risque dans le territoire palestinien même. Un pas en arrière d'Israël, même partiel, sera aussi une défaite pour l'offensive de Bush et un encouragement formidable aux mobilisations dans le monde arabe et musulman.

Les conséquences dans le monde arabe s'amplifient déjà. De grandes mobilisations en Jordanie, en Égypte, en Syrie et au Liban ont succédé aux attaques contre l'ANP et aux assassinats de civils, y compris de médecins et chauffeurs d'ambulance, pendant "l'offensive contre la terreur" de Sharon. Lors de l'occupation des bureaux de l'ANP à Ramala, des Palestiniens des camps de réfugiés de Chatila et leurs sympathisants dans tout le Liban se sont mobilisés contre Israël, même à Beyrouth. Une de ces marches a mobilisé 50 mille personnes.

En dépit des tentatives systématiques de la part d'Arafat d'obtenir une négociation dirigée par Washington, le dirigeant palestinien n'y est pas arrivé après les attentats. Bush a préféré, à partir de ce moment, appuyer complètement la ligne de conduite de Sharon. Arafat, qui ne dispose plus de marge de négociation en ce moment et qui est attaqué jusque dans son bureau central, a été forcé de dénoncer cet état de choses et de résister à sa propre liquidation. Après avoir cédé plusieurs fois aux pressions des États Unis et de l'Union Européenne et avoir été jusqu'à mettre en prison des dirigeants des organisations de la résistance comme le Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) et le Hamas, il apparaît maintenant comme le symbole d'une indépendance minime qu'Israël veut écraser physiquement ; suite à cela, Arafat a récupéré un certain prestige.

Le résultat est que les organisations populaires sont unies dans la lutte contre l'occupant, ce qui renforce la résistance contre la répression sioniste. La réponse de ces organisations contre la nouvelle invasion de Ramala par Sharon a été d'amplifier le front unique entre toutes les forces nationalistes, islamiques, marxistes, réunis dans les Forces Nationales et Islamiques Palestiniennes, une coalition de 13 organisations qui coordonne les actions de l'Intifada.

### **L'Amérique Latine en ébullition**

L'augmentation de la misère et la polarisation sociale et politique ont tendance à s'étendre, pour le moment de manière inégale, dans tout le continent latino-américain. Nous connaissons déjà deux révolutions contre des régimes démocratiques-bourgeois coloniaux : l'argentine et l'équatorienne.

La préparation de l'ALCA et la politique du FMI alourdissent encore ce panorama. Il y a une relation entre l'ALCA et les Plans de type Colombie ou l'intervention contre Chavez au Venezuela. Il s'agit de dispositifs militaires qui intimident ou qui, en cas de besoin, agressent directement les pays qui menacent d'échapper au contrôle, que ce soit par une attitude de leurs gouvernements ou par un dysfonctionnement suite à la crise.

Les États Unis sont en train d'organiser un mouvement d'encerclement pour accélérer l'ALCA. La réunion de ministres à Buenos Aires en 2003 devrait avancer sérieusement vers le fonctionnement de l'aire de libre commerce à mettre en place.

La ligne de conduite pour l'Argentine est d'étouffer afin de coloniser plus rapidement. Le FMI et le gouvernement Bush ne garantissent pas d'aides, étant donné qu'ils n'ont pas confiance en Duhalde. Ils veulent forcer le gouvernement à faire des 'réformes'. Rudiger Dornbusch parle ouvertement de mettre en place une commission d'intervention pour diriger l'économie et l'état argentin pendant un certain temps. Entre-temps, ceci ne fait que renforcer la crise et réduire la marge de manœuvre de Duhalde pour essayer de contrôler la révolution en cours, ce qui à son tour pousse les masses vers l'affrontement avec le gouvernement et avive le feu révolutionnaire.

### **La Colombie et le Venezuela**

L'affrontement militaire est attisé en Colombie à partir de l'offensive "contre la terreur". De commun accord avec Washington, le gouvernement Pastrana a rompu les accords et envahi la zone démilitarisée de San Vicente del Caguán.

Les FARC sont la guérilla la plus ancienne du continent et l'armée colombienne - même avec davantage d'armement et conseillé directement par le Pentagone - ne paraît pas être en mesure de vaincre rapidement la guérilla, même pas avec le soutien des paramilitaires. Cet état de choses exigerait alors une présence de plus en plus accentuée de nord-américains dans le pays, et un affrontement armé aura de grandes répercussions, aussi bien dans les pays limitrophes, l'Équateur et le Brésil, qu'aux États Unis.

Au Venezuela la politique d'ensemble, développée par les États Unis, est de mettre un point final à la résistance encore partielle aux plans nord-américains pour le continent. Après que le gouvernement de Chavez ait refusé de soutenir inconditionnellement la guerre contre l'Afghanistan, des émissaires de Bush ont dit dans une interview avec le président vénézuélien "qu'il allait payer cher" son refus de soutenir l'offensive contre les Talibans.

D'autre part, Chavez a connu une usure comme conséquence de sa politique de résistance tiède. Sans refuser d'appliquer le néolibéralisme dans le pays, et donc sans pouvoir faire appel à la mobilisation populaire, Chavez est resté isolé. Le processus tendra à s'accroître dans les mois à venir à cause de l'exigence de plus en plus grande de Washington qui - en dépit de l'énorme victoire populaire qu'a été l'insurrection qui a mis fin au coup d'état - continue ouvertement à promouvoir la renonciation du président de Venezuela.

### **Le Mouvement antiglobalisation se développe**

Les mouvements antiglobalisation ont commencé à apparaître à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle et leur expression la plus spectaculaire a été la grande marche de Seattle. Après les attentats du 11 septembre, les défenseurs de l'ordre capitaliste ont condamné ces mobilisations comme étant responsables d'alimenter le terrorisme.

Cela a eu un certain effet au premier moment mais après quelques mois le mouvement a repris vigueur. On a actuellement connu les plus grandes mobilisations des derniers temps en Europe : la grande marche de Barcelone, dans laquelle de 300 à 500 mille manifestants ont occupé la ville contre les plans de l'Union Européenne, a été supérieure aux mobilisations de Gène en 2001. Par après il y a eu la manifestation massive contre la flexibilisation des lois du travail implantée par Berlusconi, en Italie. Malgré l'acte terroriste contre un auxiliaire du ministère dont le gouvernement a profité pour attaquer les manifestants et exercer un chantage contre les centrales syndicales avec l'exigence de suspendre l'acte, la réponse a été d'abord une marche de deux millions de personnes et ensuite une grève générale qui a paralysé toute l'Italie.

Ces mouvements remettent en question l'impérialisme et vont à l'encontre de la croisade "contre la terreur" de Bush, même si la grande majorité des directions de ces processus n'ont pas une politique d'affrontement. Ils ne résolvent pas automatiquement le problème d'un mouvement anti-impérialiste et anticapitaliste, ni celui de la direction révolutionnaire, mais c'est dans ce processus que peut se former une alternative.

Même le Forum Social Mondial 2002 de Porto Alegre, avec plus de 50 mille participants, a été une expression de ce mécontentement. Une ample avant-garde internationale cherche une alternative contre l'état actuel des choses du capitalisme globalisé.

Les attentats de New York ont fait apparaître de nouveau les options sur la base du terrorisme individuel, avec la fausse idée qu'on peut frapper



l'impérialisme avec à peine une poignée d'hommes bien entraînés et armés. Il est frappant de voir renaître, après des années de silence, des actions spectaculaires comme l'assassinat déjà mentionné d'un assesseur du gouvernement italien ou l'attentat face à l'ambassade des États Unis à Lima.

Entre-temps, le chemin le plus efficace pour affronter l'offensive impérialiste, le terrain où l'impérialisme a souffert ses défaites les plus importantes, c'est bien celui de la lutte des masses. La preuve en sont, sans équivoque, les mobilisations de Rome et de Barcelone, convoquées aussi par les grands syndicats, la lutte des Palestiniens et la révolution argentine.

---

<sup>1</sup> Une enquête récente a donné comme résultat que plus de 75% de la population américaine était en faveur d'une attaque contre l'Irak.

<sup>2</sup> Cité dans l'article de Lance Selfa, "Tras la cortina de humo" (derrière le rideau de fumée), publié dans *Marxismo Vivo* n° 4, p. 49.

<sup>3</sup> Une notice publiée dans le journal argentin *Clarín* du 16/03/02 disait : Sans résultats, les États Unis ont mis fin à l'Opération Anaconda. Alors que les combats continuent à petite échelle dans plusieurs points d'Afghanistan, le Pentagone a déclaré hier son "Opération Anaconda" comme terminée avec succès, sans qu'on sache le nombre d'ennemis auxquels on a dû faire face, ni combien d'entre eux sont morts, ni où ils se trouvent ou s'ils ont échappé. (...) Les combats ont coûté la vie à huit soldats des États Unis - l'incident avec la perte en vies humaines la plus importante pour les États Unis depuis le début de leur intervention en Afghanistan le 7 octobre - et le Pentagone a affirmé que les bombardements avaient tué "des centaines d'ennemis". En dépit des déclarations faisant état de plus de 600 pertes chez les Talibans / *Al Qaeda* on n'a récupéré jusqu'à ce moment que quelques dizaines de cadavres et capturé quelques ennemis isolés, selon les chiffres officiels. La porte-parole a ajouté que le Pentagone s'attend à que d'autres 'foyers' apparaissent ici ou là en Afghanistan "où se trouvent quelques éléments talibans ou d'*Al Qaeda*".

<sup>4</sup> Voir le reportage d'Alexandra Schwatzbord pour Libération, publié dans *El Mundo*, 31/03/02.

<sup>5</sup> Même du point de vue militaire, Israël vient de souffrir des revers. En dépit des attaques sionistes fulgurantes et de l'exécution à sang froid de militants palestiniens, la résistance est parvenue à porter des coups à l'armée israélienne. Le 14/03/02, la veille de l'offensive israélienne, trois *Merkava*, des blindés qui étaient considérés jusqu'alors comme invincibles, ont été détruits. En plus, un autre cauchemar menace le sommeil des généraux israéliens : l'entrée en scène d'autres peuples arabes et des Palestiniens qui vivent dans des pays voisins. Hezbola a fait la propagande d'une action militaire sur la frontière avec le Liban après l'invasion du siège de l'ANP, un soutien non déguisé à l'Intifada.



## Argentine

### Une révolution en marche

MARIÚCHA FONTANA

Direction nationale du Parti Socialiste des Travailleurs Unifié - PSTU  
(Brésil)

En Argentine, il y a une révolution en cours depuis les journées du 19 et 20 décembre. Une révolution qui a laissé la démocratie bourgeoise en ruines, a créé une situation de double pouvoir et a forgé des embryons de nouveaux organismes de pouvoir ouvrier et populaire.

**La révolution s'est déclenchée pour la même raison pour laquelle toutes les révolutions se déclenchent** : parce que la vie devenait insupportable pour les masses.

Depuis le 19 et 20 décembre les masses ont obtenu des acquis importants par leur action, mais elles n'ont pas obtenu la victoire. Elles ont détrôné le 'tout-puissant' ministre de l'économie Cavallo, le président De la Rúa et trois autres présidents qui lui ont succédé, mais elles ne sont pas parvenues à arracher le pouvoir des mains des capitalistes en extrême connivence avec l'impérialisme. C'est la raison pour laquelle les problèmes angoissants qui ont suscité le soulèvement de la population - le chômage, la faim, le vol des dépôts bancaires, la destruction de la santé publique et de l'éducation, etc. - n'ont pas disparu et deviennent encore plus aigus.

Dans un passé qui n'est pas loin, le régime militaire - qui a assassiné 30 000 personnes au nom d'un 'sauvetage national' - s'est terminé sur un échec cuisant et a laissé l'économie délabrée et le pays dans son ensemble plus dépendant de l'impérialisme. Le régime démocratique bourgeois a alors promis la récupération du pays après la tragédie militaire, mais en réalité il ne s'agissait que du mécanisme préféré employé par l'impérialisme pour approfondir sa colonisation. De cette façon, on en est arrivé à la situation actuelle. **Aujourd'hui, l'Argentine est un pays en banqueroute.**

La réalité montre aux yeux de la population qu'il ne s'agit pas de l'échec de tel ou tel régime mais de l'échec du capitalisme ou, pour être plus précis, de l'échec d'un état capitaliste colonisé. Cette conclusion, à laquelle la gauche révolutionnaire est arrivée il y a longtemps, est partagée actuellement par d'amples secteurs du mouvement de masses qui arborent dans leurs mobilisations des slogans comme "qu'ils s'en aillent tous" et qui exigent

aussi, entre autres, que la dette extérieure ne soit pas payée et que la banque soit nationalisée. En effet, la réalité est tellement éloquente et c'est précisément cette réalité qui pousse les masses à être protagoniste du second acte de la révolution, qui consistera non seulement à détrôner le président en exercice mais à en finir avec **l'état capitaliste** colonial pour le remplacer par un état des travailleurs et du peuple.

La révolution argentine est venue à bout du premier acte, détrôner l'équipe Cavallo-De la Rúa ; il lui reste à réaliser la seconde partie.

La révolution argentine sera-t-elle en mesure de réaliser ce second acte ? Nous ne pouvons le savoir aujourd'hui. Le résultat de cette bataille dépendra de la capacité qu'aura la classe ouvrière à se mettre à la tête de ce processus, du développement de l'organisation des masses et de la construction d'une direction révolutionnaire. La question de savoir si l'Argentine, aujourd'hui en ruines, pourra se relever ou si au contraire, elle se transformera en un des pays les plus arriérés et les plus rejetés du continent dépend de la résolution de cette tâche.

### **L'Argentine ne vit pas une crise mais une catastrophe**

Ce qui se passe actuellement en Argentine comme débâcle économique et sociale n'est comparable qu'avec les résultats d'une guerre. La progression de la recolonisation impérialiste pendant les 20 dernières années a détruit le pays et les effets sont une vraie catastrophe pour le peuple. Pour se faire une idée de cette catastrophe, il suffit de rappeler que le Produit Intérieur Brut (PIB) actuel vaut la moitié de celui d'il y a 11 ans ; le processus de destruction devient de plus en plus profond. La dernière prévision du FMI pour l'année 2002 signale une nouvelle chute de 15% du PIB.

Pour mieux comprendre ce que signifient ces chiffres, on peut les comparer avec d'autres expériences internationales. La fameuse crise de l'année 1929 aux États Unis a provoqué une chute brutale du PIB, qui était toutefois moindre que celle prévue pour l'année en cours en Argentine. La chute la plus grande en un an lors de cette crise de 1929 a été de 13%, en 1932, donc encore 2% de moins que celle prévue pour l'année 2002 en Argentine. La chute de l'économie argentine est de telle envergure qu'actuellement dans toute la planète il n'y a qu'un seul cas qui la dépasse, celui de la Bande de Gaza et Cisjordanie où, depuis le début de l'Intifada, le PIB est descendu de 33% ; même en comparaison avec cette région, la chute en Argentine est bien plus importante si on prend en compte les 11 dernières années.

Les effets de la catastrophe se manifestent partout ; jetons un coup d'œil sur le recensement national de 2001, tel qu'il a été analysé par une démographe argentine de renom, Susana Torrado, dans une interview donnée à Pagina 12 : "L'espérance de vie a toujours tendance à augmenter, sauf dans le cas d'une hécatombe ou d'une situation sociale extrême comme une guerre. Ce n'est pas le cas ici. On avait prévu une augmentation modérée de l'espérance de vie et la population devrait être de 37,8 millions selon les prévisions les plus optimistes et de 37,2 millions selon un calcul plus pessimiste, avec une moyenne statistique recommandée de 37,5 millions. Les résultats préliminaires du recensement ont donné 36 millions."

L'Argentine est aujourd'hui un pays pillé, avec un niveau officiel de chômage de 23% (qui atteint 50%, si on compte la sous-occupation). La plupart de la classe moyenne - en d'autre temps puissante et riche - est ruinée, au point qu'une bonne partie n'appartient déjà plus à ce secteur social et a rejoint les nouveaux contingents de pauvres qui doivent vivre comme sous-employés au tout simplement comme des chômeurs chroniques.

La classe ouvrière vit sous une attaque sans merci et souffre le chômage et les licenciements constants, la précarité de l'emploi et une réduction brutale de son salaire. Dans les services publics, les 'restructurations' successives ont réduit le salaire de façon directe ou indirecte et on les paye - quand on les paye - avec des bons du gouvernement qui ne sont pas acceptés pour leur valeur faciale dans le commerce.

Uniquement au mois de février de l'année en cours, 75 000 travailleurs ont été licenciés, auxquels se sont rajoutés encore 65 000 en mars ; actuellement le nouveau plan du FMI **exige le licenciement de 400 000 travailleurs en plus dans les services publics**. Chaque jour, quand on pense avoir touché le fond d'une situation devenue intolérable pour les masses, sans voir le bout du tunnel, les travailleurs et les chômeurs, ce qui reste de la classe moyenne et la grande majorité du peuple découvrent que la banqueroute ne connaît pas de fin.

### **L'Argentine, un pays colonisé**

On ne saurait expliquer la situation actuelle sans comprendre le processus de colonisation impérialiste qui a pillé le pays et continue à le faire.

A partir du coup d'état orchestré par les États Unis qui a expulsé le gouvernement du général Peron en 1955, l'Argentine a commencé à souffrir une offensive colonisatrice de caractère brutal. De cette façon, un pays qui avait conquis une indépendance relative commençait à se convertir en une

semi-colonie de l'impérialisme, et aujourd'hui il est déjà pratiquement une colonie.

Les 25 dernières années, depuis la mise en place de la dictature en 1976, la dépendance croissante de l'impérialisme ne fait qu'accumuler des richesses dans un extrême et éroder les conditions de vie des masses dans l'autre. Pendant les années 80, après la défaite de la dictature, la situation est devenue encore plus grave. En dépit de cette immense victoire qu'a été la défaite du régime génocide dictatorial, les masses ne sont pas parvenues à résoudre la tâche démocratique principale : la libération du pays de l'impérialisme. Dans les années 90 toute la situation s'accélère et avec la crise du néolibéralisme, les attaques au niveau de vie de la classe ouvrière et ce qui est vraiment une expropriation de la classe moyenne prennent une nouvelle dimension.

La dette extérieure se chiffre aujourd'hui à 132 milliards de dollars, en dépit du fait que pendant les 25 dernières années le pays a déjà payé 200 milliards de dollars aux banques étrangères. Entre 1995 et 2001, 40 milliards ont été payés uniquement en concept d'intérêts et en liquide. Le patrimoine public a été privatisé et dénationalisé complètement, ainsi que le gros du système financier et la plupart de l'industrie. On calcule, uniquement pour les trois dernières années, un 'désinvestissement' de 45 milliards de dollars, c'est-à-dire de l'argent que les entreprises ont gagné mais dont non seulement pas un centime a été réinvesti sinon qu'il a été envoyé à l'extérieur. Si seulement cet argent avait été réinvesti au pays, on aurait comme PIB le double de l'actuel. Dans ce calcul ne sont pris en compte ni le paiement des bénéfices ou des royalties, ni les dépenses en importations, et moins encore les exportations illégales de capitaux. A la veille du 'corralito', la mesure qui a confisqué l'épargne et les dépôts de la classe moyenne, une somme supplémentaire de plus de 40 milliards de dollars des banques et des grandes entreprises a fuit le pays. L'ensemble de tout cela se chiffre en un record de pillage colonial, de vol d'un pays et d'un peuple. La classe dominante argentine et sa superstructure politique, avec leurs relations viscérales avec l'impérialisme, sont associées à ce vol. Il suffit de rappeler les 100 milliards de dollars que, selon les estimations, les capitalistes argentins ont sur leurs comptes à l'étranger.

### **Le caractère de la révolution et le rôle de la classe moyenne**

Un peu partout dans le monde, les media ont essayé de présenter l'insurrection spontanée du 19 et 20 décembre comme 'la révolution de la classe moyenne'. L'importance qu'a tenu ce secteur social dans la lutte contre

la confiscation des comptes bancaires (le 'corralito') ainsi que la composition sociale des fameux 'cacerolazos' semblent donner raison à cette théorie, mais une analyse des faits nous montre qu'il s'agit d'une révolution à caractère ouvrier et populaire (dans laquelle la classe moyenne joue un rôle important).

Voici une description de Nicolas Iñigo Carrera qui donne la dimension réelle de ce qui s'est passé pendant ces jours : "Les mobilisations du mouvement ouvrier organisé (...) sur tout le territoire national ont précédé la grève générale du 13 décembre 2001, (...) qui a connu une adhésion très ample (au-delà de 80%). Pendant cette grève, les chômeurs ont coupé les routes d'accès dans la Capitale et les provinces de Tucumán et de Jujuy, et les petits propriétaires ruraux faisaient de même dans la province de Rio Negro ; des salariés du secteur public et des chômeurs sont descendus dans la rue et ont assailli de pierres les banques dans la province de Córdoba ; des manifestants ont envahi la Municipalité de Pergamino ; des salariés du secteur public et des chômeurs ont assailli de pierres et essayé de mettre le feu aux édifices publics, aux banques, aux entreprises étrangères et à un journal à Neuquén, affrontant les forces spéciales de la police dans la rue pendant cinq heures. Dans la nuit de ce même 13 de décembre ont commencé les pillages (et menaces) dans les supermarchés et d'autres établissements commerciaux à Mendoza, qui se sont poursuivis le lendemain à Mendoza et à Rosario (province de Santa Fé) ; les jours suivants, les pillages se sont étendus à plusieurs villes comme Concordia, Concepción del Uruguay et Gualeguaychú (Entre Ríos), Avellaneda, Quilmes, San Martín, Boulogne, San Miguel, Ciudadela, Moreno, Lanús et Lomas de Zamora (dans le Grand Buenos Aires), dans la Capitale Fédérale, San Juan, Santiago del Estero, Neuquén, Mendoza, Córdoba, Cipolletti (Río Negro), jusqu'à atteindre entre 800 et 1000 lieux, dans plusieurs desquels (...) se sont produits des affrontements avec la police et des échanges de coups de feu (...).

Il n'y a pas eu que des pillages en ces jours ; il y a aussi des occupations pacifiques de bâtiments publics - dans la ville de La Plata les enseignants ont occupé le siège de la Banque de la Province de Buenos Aires - ainsi que des attaques aux sièges de gouvernement accompagnées d'affrontements dans la rue avec la police (tel que celui du 19 décembre à Córdoba et dans l'Assemblée Législative de La Plata) et un grand nombre de coupures de route qui se sont déroulées pendant plusieurs jours. Le 19 décembre le pont Général Belgrano qui unit la province de Corrientes à tout le sud de la

province de Tucumán et les provinces de Jujuy, Chaco et Entre Ríos à été coupé par des barrages.

C'est la réponse donnée par le gouvernement, la décision de décréter l'état de siège (...), qui ouvre la voie à la mobilisation et la manifestation ('cacerolazo'), principalement de la classe moyenne (salariée et non salariée) mais aussi d'autres salariés (...).

L'action fondamentale du 20 décembre a été le combat dans les rues dont, dans notre hypothèse, les protagonistes ont été les masses et qu'il faut qualifier comme une insurrection spontanée."

La description que nous venons de citer montre que ce qui a vraiment eu lieu (et continue à avoir lieu) est un mouvement qui englobe un ample éventail social attaqué par l'impérialisme et par le capitalisme. Voilà ce qui explique l'explosion révolutionnaire des journées du 19 et 20 décembre, une explosion dans laquelle la classe moyenne a joué le rôle de détonant.

Face aux événements politiques majeurs, la petite bourgeoisie argentine a eu la tendance à se diviser, par son caractère même, entre ceux qui se rapprochaient du prolétariat et ses luttes et ceux qui se maintenaient fidèles à la bourgeoisie, ses gouvernements et ses partis. A vrai dire, il faut bien reconnaître qu'au long de l'histoire, ceux de la petite bourgeoisie qui se sont rapproché du prolétariat ont toujours été des secteurs minoritaires tandis que la grande majorité se cantonnait dans des positions réactionnaires. Soyons plus précis : tous les mouvements politiques les plus réactionnaires qui se sont produits en Argentine pendant les dernières soixante années ont bénéficié d'une puissante base sociale dans la classe moyenne. Tel a été le cas lors du coup d'état pro-impérialiste qui a détrôné Peron en 1955, lors du coup d'état militaire de 1976 et encore récemment lors de la victoire électorale de De la Rúa.

C'est extrêmement important d'étudier le rôle de la classe moyenne dans ce processus, non pas dans le but d'arriver à la conclusion, évidemment fautive, de 'la révolution de la classe moyenne' (qui en fait veut dire qu'il n'y a pas eu de révolution) mais pour trouver une explication au fait que ce puissant secteur a joué cette fois-ci un tout autre rôle.

On a voulu expliquer cette situation à partir du fameux 'corralito'. La classe moyenne serait devenue opposée au gouvernement en défense de ses épargnes. Ce n'est qu'une partie de la vérité, et non la plus importante. On n'explique pas de cette façon pourquoi la classe moyenne non seulement passe massivement à l'opposition au gouvernement, mais en plus s'unit fraternellement aux travailleurs et aux chômeurs dans la lutte.



Le comportement inédit de ce secteur social s'explique parce qu'on a à faire avec une classe qui est en train d'être détruite par l'offensive impérialiste. Regardons quelques données fournies par les organismes gouvernementaux eux-mêmes. Uniquement dans les premiers mois de l'année en cours, 60 000 petites entreprises sont tombées en faillite. D'autre part, selon les statistiques du gouvernement (l'INDEC), dans la ville et les alentours de Buenos Aires 863 000 personnes de la classe moyenne ont rejoint les 'pauvres' (moins de 352 pesos par mois pour une famille de 4 personnes) pendant l'année 2001. Cela veut dire que **chaque jour, tout au long de l'année, uniquement dans cette partie du pays, il y a 2 364 personnes de la classe moyenne qui disparaissent en dessous de la ligne de pauvreté**. D'autre part, la dépendance gouvernementale qui s'occupe du logement signale que 21% des sans-abri, qui actuellement vivent sous les ponts et dans la rue, sont originaire de la classe moyenne ; de la même source on apprend que **6% des personnes qui n'ont pas de logement et dorment dans la rue, ont un niveau universitaire**.

Évidemment, ce n'est pas la situation de toute la classe moyenne. Il y en a qui parviennent encore à avoir une petite réserve dans un compte en banque, mais... à eux, on les a séquestré l'argent avec le 'corralito'.

Donc, quand on parle de 'classe moyenne' en Argentine, il faut savoir qu'on parle d'un secteur social en décomposition et en mutation permanente.

Parler de révolution de la classe moyenne est une méprise, non seulement parce que cette définition minimise le rôle joué par d'autres secteurs en lutte, mais fondamentalement parce que **les ennemis auxquels la mobilisation dans son ensemble fait face sont l'impérialisme et le grand capital**. Le point de vue est incorrect, aussi parce que les revendications soulevées par les mobilisations sont de nature clairement anticapitaliste. En ce sens, il ne s'agit pas du tout d'une révolution de la classe moyenne mais bien d'une révolution ouvrière et populaire, et anti-impérialiste.

### **Une révolution contre la démocratie bourgeoise**

Il y a des caractéristiques générales, et même des lois, communes à toutes les révolutions, et qu'il faut étudier. De même, chaque révolution a ses particularités.

La révolution en cours en Argentine a une caractéristique qui n'est peut-être pas inédite mais qui la distingue de la plupart des autres révolutions : il s'agit d'une révolution contre un régime démocratique bourgeois.

La révolution argentine a beaucoup de traits en commun avec celle qui a eu lieu en Russie en février 1917 mais il y a cette différence importante que nous venons de signaler.

Le *décembre argentin* ressemble au *février russe* en ce qu'il a de spontané, d'inconscient, de manque d'organisation, de dilution de la classe ouvrière dans un soulèvement populaire. Il y a toutefois une différence énorme. La révolution argentine ne s'affronte pas à une dictature, moins encore à une autocratie monarchique. D'autre part, en Russie les trois quarts de la population vivaient à la campagne et maintenaient encore des liens de servitude et des caractéristiques féodales, ce qui n'est pas du tout le cas en Argentine. La révolution argentine s'en prend à la démocratie bourgeoise après une longue expérience démocratique avec beaucoup de désillusions. Les illusions républicaines et de parlementarisme qui étaient très fortes en Russie n'existent pas en Argentine aujourd'hui, bien au contraire.

En 1983, immédiatement après la défaite de la dictature, les espoirs démocratiques des masses étaient énormes. Alfonsín a été élu président sous une avalanche de slogans tels que "avec la démocratie on mange", "avec la démocratie on se soigne", "avec la démocratie...", etc. Les masses avaient la conviction qu'avec la démocratie leur vie allait s'améliorer sensiblement. Après presque vingt ans de démocratie bourgeoise, non seulement la vie des masses est bien pire, mais elles vivent carrément une situation catastrophique et intolérable. Parmi les actions des masses, il y a les fameux '*escraches*' ou dénigrements contre les politiciens. Dans un '*escrache*' contre Alfonsín, en entourant sa maison les gens criaient : "Avec la démocratie on mange ? Fils de p...".

Le cri de guerre des masses est "qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste aucun". Le soulèvement n'est pas seulement pour détrôner De la Rúa, il est dirigé contre toutes les institutions (l'exécutif, le législatif, la Cour suprême, la police, l'armée) et tous les politiciens, juges et membres du régime.

En plus, les masses ne mettent pas seulement en question les institutions et les partis du régime mais aussi le suffrage universel, les élections. L'idée est acquise dans les masses que les élections ne servent que pour permettre à 'eux tous' de continuer à gouverner. Ce n'est pas un hasard si le soulèvement de foules qui a détrôné Cavallo et De la Rúa n'a pas donné lieu à des revendications d'élections. D'autre part, à l'occasion du dernier scrutin, quelques mois avant le soulèvement, le grand vainqueur a été le vote 'ras le bol' (nul et blanc), qui a été majoritaire dans la Capitale Fédérale.

L'expérience de la démocratie bourgeoise est profonde. La haine des politiciens et de toutes les autorités est énorme. C'est la raison pour laquelle

ils ne peuvent même pas sortir dans la rue. Il suffit que n'importe quelle figure - ministre, ancien ministre, député, juge - soit reconnu en un lieu pour qu'il soit encerclé, insulté, dénigré et agressé ; et cela non pas par une avant-garde militante mais par les masses, y compris des secteurs de la classe moyenne. Des politiciens ont été expulsés d'un avion, de restaurants, de n'importe quel lieu. Les masses sentent l'odeur pourrissante de tout ce pouvoir 'démocratique' de la bourgeoisie et elles en ont conscience. Les masses identifient dans les institutions et dans tous ceux qui les dirigent ceux qui vendent la patrie, ceux qui remettent la richesse du pays au capital étranger, ceux qui sèment la pauvreté dans le peuple pendant qu'ils nagent dans l'opulence et la corruption.

### **La situation de double pouvoir et les embryons d'organismes de double pouvoir**

En Argentine d'après-décembre, le pouvoir bourgeois connaît un profond désordre qui a son origine non seulement dans la débâcle économique mais aussi dans le fait qu'un autre pouvoir a surgit, en parallèle au pouvoir de l'état bourgeois : celui des masses mobilisées. Cela a commencé le 19 décembre quand le président De la Rúa a décrété l'état de siège face aux pillages massifs de supermarchés ; des centaines de milliers de personnes n'y ont pas obtempéré et sont descendues dans la rue pour détrôner le président. A partir de ce moment, ce pouvoir alternatif n'a cessé de se manifester.

Tous les jours il se passe des choses qui ne se passent pas dans un pays, même en crise, qui n'est pas le théâtre d'une révolution. Même dans des pays où d'importantes luttes ont lieu, comme en France ou au Brésil, il est impensable que tous les jours des personnes ordinaires se dirigent vers les banques avec un marteau et en détruisent toutes les portes et fenêtres. Cela pourrait arriver, évidemment, mais l'auteur d'une telle intervention serait immédiatement mis en prison ou dans un hospice comme débile mental. En Argentine, cela se fait de manière quotidienne et le gouvernement et les banquiers y ont répondu en remplaçant les fenêtres des banques privées par des planches en acier, qui d'ailleurs ne cessent d'être la cible des pierres et des coups de marteau de la part de la population, avec le concert de bruits qu'on peut s'imaginer.

Il n'est pas non plus inhabituel que les banques soient occupées par leurs clients, sans que cela provoque une répression violente de la part de la police. Au contraire, en Argentine, actuellement, face aux arriérés dans les paiements ou le manque d'argent liquide, les agences bancaires sont souvent

occupées par leurs clients sans que la police ne parvienne à empêcher une telle action ; dans la plupart des cas elle n'essaye même pas.

Les '*escraches*' ou dénigrements sont une autre façon de s'exprimer plutôt inhabituelle ailleurs. Il faut s'imaginer un pays où aucune autorité ne peut sortir dans la rue, non seulement pour se rendre à une manifestation ou à un rassemblement populaire mais tout simplement pour aller au supermarché, au cinéma ou au restaurant.

En général, les analystes de l'extrême gauche ne donnent pas assez d'importance à l'existence de ce double pouvoir parce qu'ils identifient, correctement, l'absence d'organismes de ce pouvoir. Il ne faut toutefois pas confondre une situation de double pouvoir avec les organismes de ce pouvoir, qui ne sont qu'embryonnaires en Argentine.

La révolution portugaise de 1974 était aussi dépourvue d'organismes de double pouvoir, sans que pour autant elle manquait d'avoir une situation de double pouvoir. Tel a été l'analyse qu'ont fait en ce moment les dirigeants trotskistes de la Fraction Bolchevique de la IV Internationale, dont Nahuel Moreno, un trotskiste argentin et fondateur de l'ancien MAS et de la Ligue Internationale des Travailleurs : *"Les masses descendent dans la rue et interviennent pleinement dans la vie politique du pays, créant de ce fait, avec leurs mobilisations, un pouvoir parallèle à celui exercé par l'état bourgeois. Ce pouvoir de la classe ouvrière n'est pas parvenu encore à donner forme à ses organismes soviétiques au Portugal ; toutefois, même ainsi, spontané et moléculaire, il maintient constamment en échec le pouvoir de la bourgeoisie. Deux pouvoirs face à face l'un de l'autre s'annulent mutuellement (au moins en grande partie). Le résultat est un vide politique que la bourgeoisie ne peut tolérer."*

Les assemblées populaires qui ont vu le jour après décembre sont, à leur tour, des embryons de double pouvoir. Elles réunissent une ample avant-garde dans les quartiers et elles ont le soutien et l'aval des masses. Elles ne dirigent pas encore les masses comme le faisaient les soviets et elles n'assument pas encore de manière généralisée des tâches de pouvoir parallèle. Elles n'existent d'ailleurs pas dans toutes les villes et ni dans tous les quartiers de la périphérie de la capitale et elles manquent d'une vraie centralisation nationale ainsi que d'une unification réelle avec d'autres organismes de la classe tels que l'organisation des 'piqueteros' ou autres. De tels embryons peuvent avancer ou se frustrer et régresser, mais pour le moment les assemblées se multiplient et se renforcent. Elles ont adopté un programme anti-impérialiste et très progressif qui est déjà majoritaire dans les masses : la défense de la nationalisation des banques et du retour au giron

de l'état des entreprises privatisées, le non-paiement de la dette extérieure, un emploi décent, etc. Les assemblées n'ont toutefois pas encore procédé à assumer de façon généralisée le contrôle ouvrier et à exercer le pouvoir pratique dans plusieurs domaines et, ce qui est plus important, elles ne se sont pas munies d'un programme de transition qui articule les tâches concrètes et immédiates avec la construction du pouvoir ouvrier.

La première tâche - la plus importante - qui se présente pour la révolution argentine consiste à aider les embryons de double pouvoir à se développer, à se multiplier, à se centraliser au niveau national, à réaliser dans la pratique le programme qu'ils adoptent déjà consciemment : prendre en leurs mains le contrôle des banques, de la production, de la distribution d'aliments et de l'approvisionnement. Il est surtout important qu'elles se munissent d'un programme de transition qui articule les tâches immédiates pour se préparer à la prise du pouvoir.

### **Les issues envisagées par la bourgeoisie pour essayer de démonter la révolution**

Si les révolutionnaires apprennent avec les révolutions, il en va de même pour la bourgeoisie ; elle aussi envisage différentes possibilités pour en finir avec la révolution.

La bourgeoisie cherche une issue pour la situation actuelle, qui est intolérable aussi pour elle : elle ne peut continuer à vivre longtemps sans exercer pleinement son pouvoir et imposer un certain ordre. La révolution en cours, même si elle peut durer beaucoup plus que la russe qui, elle, voyait tous ces projets accélérés par la guerre, ne peut rester ainsi indéfiniment, même si actuellement toutes les possibilités bourgeoises se révèlent fort compliquées, que ce soit sur le plan économique et social ou, fondamentalement, sur le plan politique. N'importe quelle possibilité ou issue bourgeoise doit parvenir à contrôler les masses.

Dans les différentes révolutions, la bourgeoisie dispose de trois variantes, qui ne s'excluent pas tout à fait mutuellement. On peut être certain que, dans le cas argentin, les trois sont envisagées. Une issue est la répression, un coup d'état bonapartiste, même s'il est suivi par le maquillage civil d'un nouveau gouvernement. Ce n'est toutefois pas une issue facile pour la bourgeoisie et elle entraîne beaucoup de risques, surtout à cause de l'expérience qu'ont les masses du génocide de la dictature. Si le moteur de la révolution argentine est la recolonisation impérialiste, le détonateur du soulèvement de décembre a été le fait que De la Rúa ait essayé d'imposer l'état de siège. Le génocide est omniprésent dans la conscience des masses.

C'est la raison pour laquelle, le 24 avril 2002, le 26<sup>ième</sup> anniversaire du coup d'état de 1976, cent mille personnes sont descendues dans la rue sous le drapeau de "plus jamais de dictature".

Une autre issue est la 'réaction démocratique'. Il s'agit de convaincre les masses qu'avec de nouvelles élections et avec des réformes politiques - Constituante et/ou régime parlementaire - le pays peut aller de l'avant. C'est une issue de crise, mais elle a donné des résultats dans plusieurs révolutions, comme au Portugal (avec des concessions économiques et démocratiques aux masses) ou en Bolivie en 1985 (sans concessions, mais avec l'approbation de la direction des masses).

Cette issue présente aussi des difficultés pour la bourgeoisie argentine parce qu'une des particularités de cette révolution est précisément qu'elle entre en collision directe avec la démocratie bourgeoise, et non seulement avec ses institutions et partis traditionnels. Sous cet aspect, la conscience des masses argentines est bien plus avancée que celle des masses russes en 1917 : on met en question le suffrage universel, le vote.

Une troisième issue, qui n'exclue pas la précédente, est celle de la formation d'un gouvernement de collaboration de classes, ce qu'on appelle Front Populaire dans les rappels historiques, et qui peut se constituer par la voie électorale mais aussi d'une autre façon. Ici aussi, la bourgeoisie rencontre plus de complications que dans d'autres pays parce qu'une autre particularité de la révolution est que le 'décembre' s'est produit contre les directions de collaboration de classes qui, elles, avaient invité les masses à accepter l'état de siège lors de ces journées du 19 et 20.

Que toutes ces issues soient difficiles aujourd'hui pour la bourgeoisie, ne veut cependant pas dire qu'elles ne se produiront pas.

Il est fort probable que dans la période qui suit, nous aurons des tentatives de coup d'état, des élections, des projets de Front Populaire ; mais **dans le cadre actuel de la lutte de classes** il est assez difficile que de telles issues puissent anéantir ou dévier la révolution. Bien sûr, il faut comprendre que **'le cadre actuel'** ne se maintiendra pas indéfiniment. Toute l'histoire des révolutions nous enseigne que, si la classe ouvrière et le peuple ne parviennent pas à donner une réponse positive, la bourgeoisie, nationale et internationale, finit par reprendre de l'une ou de l'autre façon le contrôle de la situation.

## **L'extrême gauche, l'Assemblée Constituante et la question du pouvoir**

D'autres soulèvements, à venir et inévitables, pourront seulement continuer à poser la question du pouvoir pour le prolétariat, pas la résoudre.

La question du pouvoir, ou plus exactement la solution à la question du pouvoir en Argentine, est à l'ordre du jour pour l'extrême gauche. Si l'extrême gauche ne s'assigne pas comme tâche la préparation de la prise du pouvoir par le prolétariat et donc celle de vaincre l'une après l'autre toutes les issues bourgeoises, le pouvoir et la révolution seront perdus de toute façon.

Pratiquement toutes les organisations de l'extrême gauche en Argentine sont d'accord qu'une révolution socialiste est en cours en Argentine et elles sont d'accord aussi que le problème du pouvoir est à l'ordre du jour. Toutefois, la compréhension d'un problème déterminé ne signifie pas automatiquement sa solution, même si cette compréhension est un grand pas en avant.

A propos de ce thème, Trotsky a analysé la révolution allemande et a fait le commentaire suivant : "La catastrophe allemande de l'année passée (1923) a posé le problème pour l'Internationale Communiste de comment organiser la révolution et, en particulier, l'insurrection révolutionnaire (...). Face à la révolution, la social-démocratie a adopté la même position que le libéralisme par rapport à la lutte de la bourgeoisie pour le pouvoir (...). Le libéralisme bourgeois spéculé avec la révolution, sans pour autant assumer ses responsabilités. Au moment précis, il met dans la balance sa richesse, ses enseignements et d'autres moyens d'influence de classe afin de mettre la main sur le pouvoir. (...) Une telle politique de spéculation passive est complètement incompatible avec le communisme qui, au nom du prolétariat et de ses intérêts, prend en charge l'objectif de la prise de pouvoir."1

La question du pouvoir est quelque chose de bien concret, qui exige une politique cohérente avec ce dernier comme objectif, et c'est ici que commencent les difficultés au niveau de l'extrême gauche argentine.

La question du pouvoir a ses exigences bien concrètes pour les révolutionnaires, telles que par exemple la question militaire. Sans une politique correcte pour paralyser et diviser les forces armées et sans un programme pour l'armement des masses, toute la discussion à propos du pouvoir se résume, dans la meilleure des hypothèses, à de bonnes intentions. D'autre part, tout aussi important, sinon plus important, est le problème plus général de l'orientation politique concernant la question du pouvoir. Dans ce sens il y a, au niveau de la gauche révolutionnaire, un débat très intéressant sur la question de l'Assemblée Constituante2.

Une bonne partie des organisations révolutionnaires, parmi lesquelles le Partido Obrero (PO - le Parti Ouvrier), revendique comme politique centrale pour la période la convocation d'une Assemblée Constituante, au nom de l'expérience des bolcheviques durant la révolution russe.

Selon le PO, la proposition d'une Assemblée Constituante serait une réponse concrète au problème du pouvoir, dans la mesure où les organismes de pouvoir de la classe ouvrière ne sont pas développés suffisamment et dans la mesure où le problème du pouvoir ne tardera pas à se poser pour l'action (par exemple face à la possible chute du président Duhalde).

Le PO a raison de reprendre l'expérience de la révolution russe sur ce point mais il se trompe quand il affirme que cette politique était celle du parti bolchevique. En fait, la politique préconisée par le PO était la politique d'une aile droite de ce parti (connue comme la droite bolchevique), qui a été mise en déroute par la majorité du parti bolchevique sous la conduite de Lénine.

A partir de la révolution de février, la politique bolchevique a été **une bataille mortelle contre l'Assemblée Constituante comme alternative de pouvoir** ; c'est la raison pour laquelle le gouvernement des soviets, sous la conduite des bolcheviques, a finalement dissout l'Assemblée Constituante.

En Russie, dans la lutte contre le tsarisme, c'est-à-dire jusqu'à la révolution de février, le slogan d'Assemblée Constituante occupait une position centrale pour toute l'extrême gauche, y compris pour les bolcheviques. C'est à partir de ce moment que les bolcheviques ont orienté leur politique dans le sens du pouvoir ouvrier et à cet effet ils ont centré toute leur activité sur le développement des soviets et, dans cette perspective, ils ont combattu l'Assemblée Constituante comme alternative de pouvoir. Le slogan qui résumait l'orientation bolchevique était : "**Tout le pouvoir aux soviets !**"

Ce combat n'était pas facile du tout parce que la Russie n'avait jamais été une république et qu'il y avait donc d'énormes illusions dans les institutions démocratiques bourgeoises, spécialement dans l'Assemblée Constituante, ce qui n'est pas le cas pour l'Argentine. Voilà pourquoi les bolcheviques ont été obligés d'utiliser une tactique pour faire face à l'Assemblée Constituante qui prenait en compte les illusions des masses. Cette tactique consistait à dire que l'Assemblée Constituante était bien mais qu'on ne pouvait pas faire confiance en une Constituante convoquée par le gouvernement, que seulement les soviets au pouvoir pourraient la convoquer et que donc le centre de toute la politique devait être : **Tout le pouvoir aux soviets**. La tactique bolchevique avait un objectif clair : convaincre les masses, par leur



propre expérience, que ses organismes étaient les soviets, et non l'Assemblée Constituante.

Ce qui suit par après est une histoire bien connue. Les bolcheviques, comme direction des soviets de travailleurs et de paysans, ont pris le pouvoir. En tant que direction des soviets, ils ont donné suite à leur promesse faite aux masses et ils ont convoqué à des élections pour l'Assemblée Constituante ; comme il était prévisible, dans la mesure où il s'agissait d'un organe de la démocratie bourgeoise, élu par le suffrage universel, les délégués qui défendaient le nouveau pouvoir des soviets (dont les bolcheviques) étaient en minorité absolue dans l'Assemblée Constituante. Lors de la première session de l'Assemblée, les bolcheviques ont proposé de voter la reconnaissance du pouvoir des soviets, ce qui a été rejeté par la majorité en faveur de la bourgeoisie. A partir de ce moment, les soviets ont dissous l'Assemblée Constituante. L'objectif bolchevique avait été atteint. Les ouvriers et les paysans, organisés dans les soviets, ont pu voir de leurs propres yeux que l'Assemblée Constituante était un organisme contraire au gouvernement des soviets et donc étranger à leurs intérêts.

Il est donc clair que la politique du Parti Ouvrier a peu à voir avec la politique de Lénine en Russie. Dans le cas où Lénine aurait eu la même politique que celle du PO au mois d'avril (quand les soviets étaient embryonnaires), il aurait défendu : "Assemblée Constituante immédiatement" ou "Tout le pouvoir à l'Assemblée Constituante", ce qui aurait été la même chose que tout le pouvoir à la bourgeoisie. Entre-temps, le problème est encore plus grave étant donné que l'Argentine ne vient pas, comme la Russie à l'époque, de toute une époque de monarchie, et qu'il n'existe donc pas cet espoir dans une Constituante qui existait en Russie. L'Argentine vient d'une longue expérience de démocratie bourgeoise. En Russie, Lénine était obligé d'avoir une tactique pour la Constituante afin d'obtenir que les masses n'y aient plus confiance. En Argentine, cette tactique n'est pas nécessaire parce qu'il n'y a aucun secteur du mouvement de masses qui revendique des élections pour une Assemblée Constituante. Dans ce sens, le rôle du PO et des autres organisations qui défendent une politique similaire n'est pas de combattre les illusions dans la Constituante, comme faisait Lénine, mais de créer de telles illusions entre les masses, ce qui évidemment les éloigne du pouvoir.

### **L'extrême gauche et la question de la direction**

La révolution argentine fait face à l'ancien ordre tout entier, au point que les politiciens des différents partis traditionnels ne peuvent même pas se

rapprocher des mobilisations ou des organismes qui ont surgi de la révolution tels que les Assemblées Populaires. Il n'en est pas de même toutefois avec les militants et les dirigeants des partis de l'extrême gauche. Ils font partie activement des mobilisations et des organismes nouveaux, ce qui est devenu possible parce que les masses mobilisées ont commencé à assumer, à partir de leur expérience, beaucoup de revendications qui traditionnellement n'étaient pratiquement défendues que par la gauche révolutionnaire, telles que par exemple le non-paiement de la dette extérieure, la nationalisation de la banque ou l'expropriation des grandes multinationales.

Entre-temps, le problème des partis bourgeois n'est pas seulement le fait qu'ils ne puissent pas s'approcher des nouveaux organismes. Le problème est que, même en faisant de la sorte, ils n'auraient que très peu ou pratiquement rien à proposer, face à la débâcle du système. De cette façon, dans la mesure où la crise et le développement de la lutte s'accroissent, la question du pouvoir est de plus en plus à l'ordre du jour pour la gauche révolutionnaire. Il y a toutefois une contradiction dans la révolution argentine, qui est d'ailleurs assez fréquente dans la plupart des révolutions : la situation objective se développe à un rythme bien plus accéléré que les organisations révolutionnaires.

En Argentine les organisations de l'extrême gauche sont relativement petites, du point de vue organique. Probablement il n'y en a aucune de plus de mille militants et aucune d'entre elle n'a une influence de masses, mais 'l'extrême gauche' en tant que mouvement a gagné beaucoup en importance ces derniers temps.

Le problème du pouvoir de la classe ouvrière met à l'ordre du jour, avec de plus en plus d'insistance, le problème de la direction révolutionnaire. Dans ce sens, une question centrale de la révolution en cours est de résoudre la contradiction entre la faiblesse organique des partis et groupes révolutionnaires et le poids de l'extrême gauche dans son ensemble.

La dispersion actuelle de la gauche révolutionnaire dans de multiples organisations va à l'encontre de la construction d'un ou de plusieurs puissants partis révolutionnaires. Cette réalité est tellement criante et est tellement ressentie par l'activisme que, même si, comme nous disions, aucune organisation ne dépasse le millier de militants, il est également vrai que la constitution d'un front ou d'un mouvement qui rassemblerait les courants dans le monde ouvrier et des chômeurs avec les partis de l'extrême gauche aurait une force d'attraction telle qu'elle pourrait rassembler 30 000, 40 000

ou peut-être même plus d'activistes révolutionnaires. Pourquoi alors ne pas faire face à ce défi ?

La gauche réformiste s'est proposée à mainte occasion la construction de ce genre de front politique. Pourquoi la gauche révolutionnaire en Argentine ne pourrait-elle faire de la sorte ?

Un argument souvent avancé contre cette idée, dans ce cas aussi par le PO, est qu'un front de ce genre exigerait un accord fondamental de programme sur la question du pouvoir. Ce serait l'idéal évidemment, mais dans le cas où un tel accord existerait au niveau de la gauche révolutionnaire, le problème ne se poserait pas de résoudre cette contradiction.

Il est clair qu'un front des travailleurs et de la gauche ne résoudrait pas automatiquement la question de la direction révolutionnaire, mais il ouvrirait le chemin dans ce sens parce que, dans une organisation de ce genre les débats stratégiques sur les issues pour l'Argentine se feraient avec des milliers d'activistes travailleurs, jeunes et populaires, dans le cadre d'une activité en commun dans la lutte de classes.

Est-ce que tous ces activistes et organisations finiront par prendre à cœur un programme commun, révolutionnaire, qui permettrait de construire une organisation centralisée démocratiquement ?

Nous ne le savons pas, mais c'est fort probable que ce ne sera pas le cas. Entre-temps, nous sommes convaincus que, si la révolution continue à avancer, il y aura un processus de regroupement d'organisations et d'activistes qui ouvrirait la possibilité de construire une organisation révolutionnaire centralisée démocratiquement et qui serait qualitativement supérieure à toutes celles qui existent actuellement.

Cette discussion sur la possibilité de construire un front ou un mouvement d'extrême gauche en Argentine est de tout point de vue centrale, parce qu'elle concerne le problème des problèmes de la révolution argentine et latino-américaine : la question de la direction révolutionnaire des masses, sans laquelle on ne peut même pas rêver du pouvoir de la classe ouvrière.

---

<sup>1</sup> Problèmes de la Guerre Civile

<sup>2</sup> Ce débat a eu lieu à l'occasion du Forum Social Mondial de Porto Alegre. On trouvera un dossier avec ces interventions dans l'édition complète de *Marxismo Vivo* n° 5 en Espagnol.







## ALCA

### Les fondements formels

ANGEL LUIS PARRAS  
Membre de la direction nationale du PRT (Espagne)  
et du Comité Exécutif de la LIT

L'article que le lecteur a devant ses yeux est essentiellement un extrait d'un travail plus volumineux, réalisé il y a un an dans le but de diffuser en quoi consiste l'ALCA (Accord de Libre Commerce des Amériques) et de dénoncer ses prétentions annexionnistes.

Bien des choses se sont passées dans le monde en cette année et arriver à une compréhension complète des événements mondiaux dépasserait la prétention de cet article, mais ces événements ont renforcé pour l'essentiel les deux thèses centrales de ce travail : a) l'ALCA est l'instrument juridique et politique de la recolonisation de l'Amérique Latine et fait partie du processus mondial de recolonisation économique, politique et militaire menée par l'impérialisme, États Unis en tête ; b) la montée du mouvement de masses que nous connaissons dans le continent revêt de manière de plus en plus notable une allure nettement anti-impérialiste, comme d'ailleurs dans d'autres régions du monde. Voilà ce qui nous mène à affirmer, contre toute opinion fataliste, qu'il est possible de vaincre l'ALCA.

En tout cas, de tous ces événements dans lesquels l'ALCA est plus directement concerné, il faudrait en retenir au moins trois. Le premier est l'approbation par le Congrès nord-américain du soi-disant *fast track*, la voie rapide de négociation commerciale, un recours constitutionnel qui autorise le président des États Unis à arriver à des accords commerciaux multilatéraux. Sous l'impact du 11 septembre, Bush a obtenu ce qui a été refusé pendant des années à Clinton. Il s'agit d'un fait qui ne manque pas d'importance, étant donné que cette approbation consacre l'unité nationale bourgeoise autour du projet de l'ALCA.

Le second fait est le processus révolutionnaire ouvert en Argentine, après les événements de fin décembre qui ont enfoncé la bourgeoisie argentine dans une crise profonde et dont les répercussions continentales et mondiales sont remarquables. Le traitement réservé à l'Argentine par le FMI sous la conduite du gouvernement des États Unis est de forcer ce pays à s'agenouiller d'avance devant l'implantation de l'ALCA et à accepter, entre

autres, que son économie soit **directement** régie par les 'organismes internationaux', c'est-à-dire par l'impérialisme. Le troisième élément à mettre en évidence est que ce qui n'était il y a un an qu'un objectif louable et un engagement politique - construire un puissant mouvement contre l'ALCA - est aujourd'hui une réalité palpable et dynamique après la manifestation de Porto Alegre et l'accord d'une partie importante des organisations ouvrières et populaires du Brésil pour promouvoir une campagne contre l'ALCA ainsi qu'un plébiscite national. Il ne faut pas oublier que la prétention nord-américaine est d'avaloir l'Amérique Latine, le Brésil étant sans aucun doute le plat de consistance de ce sinistre menu.

### **Les fondements formels de l'ALCA**

L'ALCA est une initiative des États Unis sous la présidence de Bush père en 1991, dont l'objectif déclaré est de construire **le bloc commercial le plus grand du monde**, englobant 34 pays du continent américain, tous sauf Cuba. Ce 'Bloc' s'étend de l'Alaska à la Terre de Feu et comprend 800 millions d'habitants qui produisent un Produit Intérieur Brut (PIB) de 11,4 milliards de dollars, environ 40% du PIB mondial.

L'ALCA a célébré sa première réunion en décembre 1994 à Miami (États Unis) lors de la '*Cumbre de las Américas*' (sommet des Amériques) ; les présidents des 34 pays s'y sont mis d'accord pour entamer un processus de négociations qui devrait prendre fin en 2005.

A la tête de la structure de l'ALCA se trouve une *Présidence* rotative et un *Comité de Négociations Commerciales* composé des Vice-ministres de commerce ; leur sont subordonnés des *Groupes de travail*, des *Groupes de négociation* et des *Comités spéciaux*, le tout représentant quelque 900 négociateurs selon les estimations.

L'ALCA a un calendrier à respecter, qui a été ratifié lors du sommet de Québec, avec quelques dates clé telles que la prochaine réunion ministérielle en Équateur, en octobre, et la présidence conjointe du Brésil et des États Unis qui commence le premier novembre. L'accord devrait être ratifié entre janvier et décembre 2005 par les pouvoirs législatifs des 34 pays et devrait entrer en vigueur le premier **janvier 2006**.

### **L'expérience après huit années de NAFTA**

Les négociations sont secrètes, quoiqu'en dise la déclaration qui 'réaffirme' le '*compromis avec le principe de la transparence du processus*', et un brouillon sur l'Accord a pour la première fois été rendu public



seulement en juillet de l'année 2001, après une année et demi de réclamations et de dénonciations.

Les défenseurs de l'ALCA sont friands de ces arguments si appréciés par les apologistes du néolibéralisme. Ils font un effort, par exemple, pour répéter que les pays ne peuvent vivre sans nouer de plus en plus de relations entre eux, l'isolement et la politique d'autarcie étant propice au sous-développement ; depuis quand les pays latino-américains ont-ils cessé d'avoir des relations avec les États Unis, de 'resserrer' des liens ? Depuis quand l'économie argentine, mexicaine ou brésilienne vit-elle en autarcie ou isolée ?

'Resserrer' les relations de domination et d'exploitation auxquels les pays de l'Amérique Latine sont soumis, voilà précisément ce qui explique le retard et la misère.

Les défenseurs les plus ardens de l'ALCA reconnaissent que cet Accord a comme base le *Traité de Libre Commerce de l'Amérique du Nord* souscrit par le Canada, les États Unis et le Mexique - mieux connu par le sigle en anglais, NAFTA - entré en vigueur le premier janvier 1994.

Les défenseurs du NAFTA ont souligné que ce traité a attiré un record d'investissements étrangers et de croissance du commerce au Mexique. Après seulement 5 années d'application du NAFTA, le commerce entre le Mexique et l'Amérique du Nord a augmenté de 118%. L'investissement externe a atteint un chiffre record : en 6,5 années de NAFTA, 102 milliards de dollars sont arrivés au Mexique. Les branches liées à l'exportation et à l'investissement étranger ont connu une croissance notable. Les exportations de manufactures sont passées de 20,4% du total en 1981 à 87% du total en 2000.

Entre-temps, il suffit de voir où se concentrent les investissements, par quels mécanismes ils se réalisent et quel en est le contenu 'national', pour se rendre compte de l'essence même de l'ALCA : les investissements et la croissance du commerce se concentrent dans **les mécanismes clé de la dépendance économique : l'augmentation de la dette et la dénationalisation de l'industrie et du système financier.**

L'investissement étranger est allé se concentrer en premier lieu sur le refinancement de la dette extérieure à travers les bons du trésor et d'autres mécanismes. Pendant les dix dernières années, le Mexique a payé plus de 64 milliards de dollars, uniquement pour des dettes du secteur public ; c'est l'équivalent aux fonds publics destinés à financer les dépenses fédérales en matière de santé entre 1996 et 2000 ou encore ce qui a été canalisé par l'État

entre 1998 et 2000 pour l'éducation. En dépit de ce pillage sous forme d'intérêts, le montant de la dette extérieure a pratiquement doublé.

En cette époque de domination impérialiste, au Mexique comme dans toute l'Amérique Latine, la Dette est devenue un instrument privilégié d'exaction et de pillage moyennant le transfert net de capitaux des pays dépendants aux centres impérialistes.

La dégringolade financière de décembre 1994 qui a provoqué ce qu'on a appelé 'l'effet Téquila' a abouti à une 'aide internationale' volumineuse des États Unis pour un montant de 52 millions de dollars. Entre-temps, ce nouveau prêt a ajouté aux recettes déjà imposées par le FMI un mécanisme qui sera qualitatif pour la dépendance vis à vis de l'impérialisme nord-américain. Selon les accords, le Mexique se compromet à garantir le paiement en donnant comme aval *Petróleos Mexicanos* (PEMEX). Dans la lettre d'intention, signée par le FMI et la Banque Mondiale, il est prévu comme 'condition d'accréditeur' que cette entreprise pétrolière, monopole du gouvernement, soit mise sous contrôle de la *Federal Reserve* des États Unis. Le principe de droit international qui établit le droit inaliénable des pays de "*disposer de leurs ressources naturelles*" n'est plus qu'un sujet pour les historiens. La Dette Extérieure est devenue un instrument d'intervention contre la souveraineté nationale, de fait et de droit.

Les '*maquiladoras*', les industries manufacturières qui importent des matières premières industrielles et exportent le produit final, sont devenues caractéristiques de l'économie mexicaine et ont concentré une grande partie des investissements étrangers ; entre 1993 et 1995, on a installé 1500 entreprises de ce type.

Entre-temps, dans la mesure où le mécanisme même de ces maquiladoras a comme conséquence l'augmentation de l'importation de matière première au fur et à mesure qu'augmente l'exportation, cela provoque une **dénationalisation des industries**, c'est-à-dire le contenu national des exportations se rétrécit et il n'y a donc aucune croissance des autres secteurs de l'économie mais plutôt une dépendance croissante de l'économie dominante. En 1983, l'ensemble des exportations avait un contenu mexicain de 85,9% tandis qu'en 1996 ce pourcentage n'était plus que de 41,83%.

L'autre mécanisme de dénationalisation des industries, le plus 'commun', est le fait de la **concentration des investissements étrangers dans l'achat ou l'amplification de capitaux d'entreprises préexistantes**, ce qui n'a guère d'influence sur la croissance économique mais bien sur le changement de propriété.

A part l'entreprise pétrolière PEMEX, les cinq entreprises d'exportation les plus importantes du Mexique - dont les quatre entreprises automobiles - sont à majorité étrangère ; la plupart des 300 entreprises qui concentrent le gros de l'exportation mexicaine sont des filiales de transnationales nord-américaines. En plus, 83% du système financier 'mexicain' est en mains étrangères, ce qui illustre de la façon la plus éloquente à quel degré de dépendance on est arrivé.

L'ouverture aux importations après l'entrée en vigueur du NAFTA a finalement affecté la plupart des activités agricoles et d'élevage. Le niveau de dépendance de l'économie mexicaine par rapport à la nord-américaine est tout à fait claire en ce qu'on appelle maintenant la **dépendance alimentaire**. Les importations dans le secteur agricole et de l'alimentation représentaient 790 millions de dollars en 1982 ; en 1999 ils se chiffrent à 8 204 millions, ce qui représente 97% de la valeur des exportations de pétrole brut en cette année. Actuellement, le Mexique est le premier importateur de céréales de l'Amérique Latine.

La dépendance alimentaire s'accompagne nécessairement de l'augmentation de la misère. En 1984, il y avait 11 millions de pauvres au Mexique, 16% de la population ; actuellement ce chiffre a augmenté à 54 millions de mexicains ou 58% de la population.

La politique agricole dévoile les relations de domination et d'exploitation du 'bloc' constitué entre un pays impérialiste et un pays dépendant. Au Mexique, les subsides à l'agriculture s'élèvent à 8% de ce que les États Unis concèdent à leurs producteurs. A cette différence de subsides, il faut ajouter celles des taux d'intérêt pour les crédits. Dans de pareilles conditions, les désavantages de la concurrence à cause des coûts d'exploitation sont insurmontables.

Ce problème des subsides et des mesures contre le dumping, c'est-à-dire contre la 'concurrence déloyale', n'a pas seulement des conséquences économiques mais aussi un caractère politique de premier ordre (que ce soit aux États Unis ou pour la plupart des gouvernements européens) étant donné que le subside aux agriculteurs concerne la stabilité de leurs régimes politiques, la préservation d'une partie essentielle leur base sociale.

Une autre grande promesse du NAFTA était qu'il y aurait davantage d'emplois, et dans de meilleures conditions. Les huit années de son existence n'ont connu que la perte de la valeur réelle des salaires, le chômage ou le travail sans aucun droit, le démantèlement des services de santé et de l'éducation. Une étude économique de l'Universidad Obrera du Mexique a montré que dans les dernières six années 83% des branches manufacturières

ont augmenté la productivité alors que le salaire dans ces mêmes branches est tombé à 78%. En valeur absolue, les salaires en 1999 étaient encore inférieurs de 20% à ceux d'avant la crise de 1994.

En avril 1991, celui qui était alors président adjoint de la Chambre de commerce nord-américaine, J. Van Heuven, disait que la signature du NAFTA allait entraîner "*une réduction de la migration des travailleurs mexicains*". La 'libre circulation' ne prévoit pas celle des travailleurs, et encore moins celle de leurs droits. La réalité est que des milliers de travailleurs continuent à émigrer clandestinement pour fuir à la faim, en risquant leur vie lors du passage de la frontière (et en la perdant - l'année passée, il y a eu 600 morts dans ces circonstances).

Le NAFTA rend légitime ce qui est un thème central de la lutte contre l'*Organisation Mondiale du Commerce*, la **loi sur les licences**. Ce qui a provoqué le plus de scandale et d'indignation a été son application aux produits pharmaceutiques, mais d'autres domaines sont aussi concernés. Par exemple, la multinationale Dupont a obtenu une licence sur une variété de maïs en Europe. Les techniciens affirment que ce maïs est similaire à au moins six variétés de maïs cultivé pendant des générations par des producteurs mexicains. Sous le couvert du NAFTA et de la loi sur les licences, Dupont s'attribue les droits sur la céréale et peut même aller jusqu'à demander en justice les agriculteurs qui sèment 'un maïs similaire'. Constamment les transnationales *Dupont*, Novartis, Aventis, Monsanto, etc. s'approprient de variétés de céréales et de légumes, obtiennent des licences sur ces produits et encaissent alors des royalties.

Le chapitre XI du NAFTA ajoute une modification innovatrice et qualitative à la relation entre les transnationales et les états. Sous un langage ambigu - comme dans tout traité juridique avec une certaine prétention - l'article 1110 introduit le concept "d'expropriations indirectes", de mesures "équivalentes aux expropriations". Les transnationales deviennent des sujets de droit international et on les concède en fait les droits d'un état national. Sous ce couvert, elles s'appuient sur ce concept "d'expropriations indirectes" ou "équivalentes" pour s'imposer à l'État, le traduire en justice et l'obliger à se soumettre quand il y a un différend. Ce chapitre est utilisé spécifiquement dans des thèmes clé pour les coûts de production, les mesures de protection de l'environnement, les mesures fiscales et d'impôt. Entre-temps, il peut finalement être employé pour n'importe quelle variante, par exemple, parce que l'État n'a pas assuré une protection de police suffisante lors d'une grève pour développer normalement le fonctionnement de l'entreprise et a donc donné lieu à 'des pertes volumineuses'.

Un exemple qui a connu une certaine publicité est celui de l'entreprise *Metalclad Corporation* des États Unis qui a introduit une demande en 1997 contre l'État mexicain ; celui-ci a dû payer 18 685 millions de dollars pour avoir "violé les normes sur l'investissement" établis dans le chapitre XI du NAFTA.

L'essentiel de la soi-disant 'clause de l'expropriation', l'article 1110, est devenu un veto d'une transnationale 'en exercice', de droit et de fait, sur les décisions d'un gouvernement national.

Après plus de sept années de NAFTA, le gouvernement mexicain ressemble bien plus à un cabinet d'administrateurs coloniaux qu'à un gouvernement bourgeois d'un pays indépendant. Le NAFTA s'est révélé être l'instrument juridique et politique de la modification des relations structurelles entre le Mexique et les États Unis, de la recolonisation du pays et de l'abandon de la souveraineté nationale.

### **L'ALCA : instrument de recolonisation de l'Amérique Latine**

Parmi les 34 pays de l'ALCA, les États Unis s'approprient environ 75,7% du PIB, le Brésil 6,7%, le Canada 5,3%, le Mexique 3,9% et l'Argentine 3% ; il en reste à peine plus de 5% pour les 29 autres pays. On calcule que l'échange commercial entre les pays de l'ALCA atteindra 11 milliards de dollars en 2005. Il faut avoir confiance en les États-Unis et croire qu'il ne s'agit pas d'un pays mais d'une ONG, pour croire en la 'négociation' commerciale avec un pays dont le Produit Intérieur Brut par habitant est jusqu'à 70 fois inférieur.

Le fait est que l'ALCA est la négation même d'un 'Bloc'. Il ne s'agit d'autre chose que de **l'instrument juridique et politique de la recolonisation de l'Amérique Latine**. Avec l'ALCA - comme dans tout processus de recolonisation - on n'a pas à faire à un coup isolé mais à une politique et à un contexte légal et institutionnel, destiné à modifier la relation structurelle entre les pays de l'Amérique Latine et les États Unis et à approfondir les relations de dépendance, c'est-à-dire à recoloniser.

Les blocs commerciaux dans le système impérialiste actuel sont la négation même du principe d'égalité entre les nations. Comme marxistes, nous pensons que toutes les relations internationales en cette époque impérialiste sont des **relations de domination et d'exploitation, c'est-à-dire des relations de classe**. "*Les relations des états semi-coloniaux avec les états impérialistes tendent à reprendre, dans ce nouveau contexte, quelques caractéristiques fondamentales des relations du XIXième siècle dans lesquelles il n'y avait aucune barrière pour le rapatriement des capitaux des*

colonies, où une grande partie de l'infrastructure productive était la propriété des étrangers et où le pouvoir de l'état était sous tutelle directe des puissances coloniales"<sup>1</sup>.

Il est donc évident que la grande farce d'appeler l'ALCA un **Bloc** ne peut avoir d'autre objectif que de faire passer comme 'union volontaire' ce qui en réalité n'est autre chose qu'une **annexion**.

### **L'ALCA : plus que le NAFTA, pour l'Amérique Latine**

Pour être précis, il faut dire que l'ALCA est plus que le NAFTA, étant donné que les négociations de l'ALCA ont comme base non seulement le NAFTA mais aussi deux autres références, d'une part l'*Organisation Mondiale du Commerce* (OMC) ou la 'constitution d'une économie mondiale unifiée', et d'autre part, l'*Accord Multilatéral des Investissements* (AMI).

L'OMC représente de manière aussi éloquente qu'odieuse le symbole de la 'globalisation' en cours, selon les mots de son représentant, elle est le *cadre institutionnel* du processus actuel de la recolonisation mondiale. L'ALCA se propose de surmonter dans les négociations les 'limites' imposées par l'OMC et de se rapprocher autant que possible de l'AMI.

L'AMI a été promu par les 29 pays les plus riches du monde sous la direction du G7 dans des négociations secrètes entre 1995 et 1998. Les malentendus internes et la peur de la réponse sociale qu'il pouvait provoquer ont incité à la mise en veilleuse du projet. Pour le moment, il est toujours 'congelé'.

Il s'agit essentiellement de cette tendance permanente à la colonisation du monde : "*la marque caractéristique de l'impérialisme est précisément qu'il a tendance à l'annexion, non seulement de régions agricoles mais aussi de régions hautement industrialisées*"<sup>2</sup>.

Les annexions sous forme de *Bloc* et l'activité sans restrictions des *investisseurs étrangers* sont une partie essentielle d'un ALCA qui, en s'appuyant sur l'AMI, prétend miner encore plus que le NAFTA les ciments de la souveraineté nationale. Prenons comme exemple l'intention de l'ALCA de **préciser avec plus de détails le chapitre XI du NAFTA**. L'ALCA dit : "*Un investisseur d'une partie contractante qui aurait souffert un désavantage avec l'investissement réalisé sur le territoire de l'autre partie contractante, en raison d'une guerre ou d'un autre conflit armé, d'un état d'émergence, d'une révolution, d'une insurrection, de perturbations civiles ou d'autres événements de ce genre, qui ont eu lieu sur le territoire de cette partie contractante, dispose du bénéfice de (...) restitution, d'indemnisation (...)*".

Le thème énergétique était exclu du NAFTA mais est pris en compte dans l'ALCA. L'ancien Conseiller pour la Sécurité Nationale du Président des États Unis, Zbigniew Brzezinski, a affirmé en 1998 : "Il est prévu que la consommation mondiale d'énergie augmentera beaucoup dans les deux ou trois décades à venir. Les estimations du Département de l'énergie des États Unis indiquent que la demande mondiale augmentera d'environ 50% entre 1993 et 2015." Le thème de l'énergie est donc pour les États Unis un problème de 'Sécurité nationale'. Il ne faut pas oublier les liens étroits de l'actuel gouvernement nord-américain avec les compagnies pétrolières et le secteur de l'énergie : jusqu'à 12 ministres ont des liens avec ces industries, sans oublier le président Bush lui-même, le vice-président Dick Cheney et la conseillère de Sécurité, Condoleezza Rice.

Dans l'ALCA il est prévu de considérer les ressources d'énergie du continent comme '*propriété de l'hémisphère*'. L'accès au pétrole, au gaz naturel et à l'électricité doit faire partie de l'ALCA. George W. Bush disait à Washington : "*le gaz qui se trouve au Mexique est hémisphérique. En bénéfice des États Unis et du Canada (...) Une bonne politique de l'énergie est une politique qui comprend que nous disposons d'énergie dans notre hémisphère.*" Ce concept de propriété hémisphérique, que l'ALCA prétend légitimer, menace d'être un pillage de proportions catastrophiques car il ajoute à la liquidation explicite de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles du pays le pillage de l'écosystème.

### **Est-il possible de vaincre l'ALCA ?**

Il n'y a pas de doute que les événements du 11 septembre et la vague de chauvinisme national qui les a suivi ont paralysé quelque peu momentanément le rejet croissant contre l'ALCA, qui se manifestait même parmi les travailleurs nord-américains. Les manifestations massives au Québec étaient une preuve de ce rejet qui était en train de se manifester. Il n'y a pas de doute que cette lutte va renaître au fur et à mesure que se développe la crise économique qui est en train de laisser des milliers de travailleurs nord-américains dans la rue et qui les place certainement en victime eux aussi de l'ALCA.

En effet, ce type d'accords est au service des facilités de mouvement des transnationales, de leur système basé sur la déconnexion et la fracture de la chaîne de production par la diversification en différents endroits. Les travailleurs nord-américains n'ont rien à gagner avec un accord qui est destiné à faciliter la vie aux transnationales et l'ALCA exercera une pression

pour une nouvelle dérégulation des conditions de travail, pour plus de pertes de droits ouvriers et sociaux.

Les organisations ouvrières et sociales nord-américaines doivent savoir que sous la protection sans restrictions des investissements, voulue par l'ALCA, se cache - comme une partie essentielle de ses objectifs à l'intérieur des États Unis - la privatisation des services publics et sociaux, de la santé, de l'énergie, des crèches, du service postal, etc., ce que d'ailleurs les accords du sommet récent de l'OMC au Qatar encouragent et accélèrent.

L'ALCA signifie pour les États Unis une politique permanente de démantèlement des services sociaux, ainsi que des normes concernant l'environnement qui impliquent des 'coûts' additionnels pour la production. C'est la raison pour laquelle les États Unis viennent de refuser la signature des accords de Kyoto sur le contrôle de l'émission des produits nocifs. On peut donc affirmer que la rapine capitaliste pousse des milliers de jeunes et des secteurs non ouvriers à la lutte contre l'ALCA et les mène à entrer en scène pour unir leurs forces contre l'impérialisme, par la voie de la défense de l'écosystème et de l'environnement.

Il est évident que se sont les travailleurs et les peuples latino-américains qui sont à l'avant-garde du rejet de l'ALCA. Les mobilisations contre l'ALCA de Buenos Aires et du Québec ont donné forme à cette montée continentale. Il y a toutefois quelques faits dignes d'être soulignés, au-delà de la conscience qu'en ont leurs protagonistes. L'insurrection équatorienne et, par la suite, le processus révolutionnaire en Argentine ont marqué un point de repère dans la montée révolutionnaire actuelle. Il y a bien sûr des différences remarquables entre la révolution du 21 janvier 2000 en Équateur et le processus révolutionnaire argentin attisé par les journées du 19-20 décembre 2001, mais il y a essentiellement une base évidente commune d'affrontement ouvert à la domination impérialiste. Les luttes pour la libération nationale et sociale se sont croisées dans ces batailles héroïques du mouvement indigène, des travailleurs et des peuples équatoriens et argentins. On pourrait citer d'innombrables luttes, de la Bolivie au Mexique, une pléthore de faits que l'espace limité ne permet pas de détailler ici dans toute leur ampleur mais qui mènent à la même conclusion : la tendance générale d'une augmentation de la lutte anti-impérialiste.

Il y a un an, on pouvait se demander si on était capable de construire un puissant mouvement unitaire de rejet de l'ALCA ; l'objectif nous a dynamisés, en particulier les camarades du PSTU au Brésil, et nous a menés à Buenos Aires en avril 2001 et au Québec peu de temps après. Il nous a donné de l'enthousiasme pour déployer tous les efforts lors de la



présentation des motions ainsi que pour recourir auprès des instances syndicales ou à des Congrès comme celui de la Union Nationale des Étudiants (UNE) au Brésil. Actuellement ce mouvement est un fait, un fait qualitatif dans cette lutte âpre et difficile. La manifestation massive de Porto Alegre en février 2002, qui a marqué le départ de la campagne contre l'ALCA et a formulé l'exigence d'un plébiscite, a montré que cette bataille obtient de plus en plus de support. Il ne s'agit pas du tout de minimiser les obstacles que nous avons devant nous ou de considérer comme terminée une bataille qui ne fait que commencer, mais la constitution du Comité brésilien contre l'ALCA, la campagne pour promouvoir le plébiscite, dont font partie des organisations comme la CUT, le PT, des secteurs de l'église de base comme 'Pastoral Obrero', le PSTU, le PCdoB, etc., constituent déjà tout un événement qui mérite d'être reproduit à échelle continentale. Cette campagne a d'ailleurs l'énorme valeur de toucher le pays qui est le plat de consistance de l'ALCA. Il n'y a pas d'ALCA sans le Brésil, voilà le grand mérite de ce pas en avant.

### **Le Mercosur ou l'unité des travailleurs et des peuples latino-américains ?**

La lutte contre l'ALCA met à l'ordre du jour à chaque instant une bataille stratégique dans laquelle il est inéluctable de se distancier de telle ou telle issue proposée pour l'Amérique Latine.

Dans la gauche latino-américaine s'est ouvert un débat qui entraîne constamment des conséquences pratiques. Pour les dirigeants des principales forces de la gauche latino-américaine, le PT brésilien, la CTA, la CUT ou les principaux dirigeants cubains - nous ne citons que quelques-uns des plus significatifs - l'opposition à l'ALCA passe par "*renforcer et amplifier le Mercosur*". Ainsi s'est exprimé Aloizio Mercadante, député fédéral du PT et responsable des affaires économiques de ce parti : "*Nous devons renforcer et amplifier le Mercosur afin de nous rapprocher de l'idéal d'intégration latino-américaine*".

Nous pensons que **le Mercosur fait partie du processus de recolonisation impérialiste de l'Amérique Latine**, que **le Mercosur n'est que la préparation de l'ALCA** et que la promotion du Mercosur est - au-delà des intentions de ses défenseurs - **la négation de l'unité latino-américaine**, la division entre les travailleurs et les peuples, et qu'elle travaille finalement pour l'**ANNEXION impérialiste**.

Le Mercosur a été signé en mars 1991 et a donc 10 années d'existence ; quel est le bilan de ces 10 années ? Le Mercosur a-t-il donné lieu à une

Amérique Latine plus intégrée entre elle, plus indépendante de l'impérialisme ? Où en est l'Argentine après 10 années de Mercosur ? Les membres du Mercosur ont-ils diminué leur dette extérieure et intérieure, les transnationales ont-ils eu plus de difficultés pour spolier les patrimoines nationaux ? Y a-t-il entre les membres du 'bloc' une plus grande intégration et coopération, des pas mêmes limités sur le chemin de 'l'unité latino-américaine' ?

La réalité montre un panorama de régression générale des pays et une crise ouverte du Mercosur. Le Mercosur a été une grande arme pour la recolonisation impérialiste, étant donné que tout le Traité se base sur le même principe néolibéral de dérégulation des lois du travail, de désarmement douanier, de modification des lois fiscales, de privatisations et d'abandon du patrimoine national aux investisseurs étrangers.

Les grandes usines de montage d'automobiles représentent de manière éloquente ces changements dans le réseau de la production des transnationales, cette nouvelle division internationale du travail ; elles ont été un des signes les plus visibles du Mercosur.

Dire que le Mercosur est un obstacle à l'impérialisme nord-américain, qui veut donc le détruire, n'est qu'une fable. Voyons quelques faits. Le 19 juin 1991, moins de trois mois après la signature du Mercosur et cinq mois avant que les parlements latino-américains le ratifient, le Mercosur et les États Unis ont signé un accord à Washington pour "**faciliter la réduction généralisée des barrières au commerce et à l'investissement**". Les États Unis ont été les premiers dans le monde à reconnaître de façon institutionnelle le Mercosur. Quel est donc ce 'bloc' commercial alternatif à l'impérialisme nord-américain, dont la première tâche est une réduction généralisée des barrières au commerce et à l'investissement pour les États Unis ?

Un exemple significatif : en décembre 1999 le Brésil, en accord avec le FMI et sans consulter les associés du bloc, a dévalué sa monnaie de 40%. Comment peut-on l'appeler un 'Bloc régional' si les pays bouleversent toutes les relations commerciales entre eux en dévaluant la monnaie ou en pratiquant des retouches sur le marché des changes en accord avec l'impérialisme, sans consulter les autres associés du 'Bloc' ?

L'élément décisif et caractéristique d'un "Marché Commun" est ce qu'on appelle le Tarif Extérieur Commun ou TEC, par lequel le Bloc se protège contre des tiers. Quel est donc ce Marché Commun, ce Bloc ou les associés changent à leur gré unilatéralement ce Tarif, font couler le TEC et ruinent de nouveau les relations commerciales entre eux ?

Le Mercosur est un instrument de division, de compétence et de refroidissement entre les travailleurs et les peuples latino-américains. Nous sommes convaincus que **l'unité latino-américaine** ne saurait être dissociée de **l'unité des travailleurs et des peuples CONTRE L'IMPÉRIALISME**, peu importe sous quel drapeau de la piraterie il se présente, le nord-américain, l'espagnol ou l'européen.

---

<sup>1</sup> Imperialismo y globalización: ¿Es posible humanizar el capitalismo?, Roberto Ayala et Víctor F. Opción por el Socialismo (Une publication du PRT, Espagne).

<sup>2</sup> Lénine, L'impérialisme, phase supérieure du capitalisme.

Présentation.....	1
La situation mondiale	
Des mois plus tard... la corde se tend .....	3
La récession de l'économie mondiale.....	4
La fin de la récession ?.....	5
Le cas Enron et les dettes impayables .....	6
L'acier : le protectionnisme peut renforcer la crise .....	7
"L'axe du mal" .....	8
"Guerre contre la terreur" .....	9
Les "guerriers" de Bush dans une situation compliquée .....	11
Que peut-il se passer à l'intérieur des États Unis ?.....	12
La révolution palestinienne .....	13
L'Amérique Latine en ébullition .....	14
La Colombie et le Venezuela .....	15
Le Mouvement antiglobalisation se développe .....	16
Argentine	
Une révolution en marche .....	19
L'Argentine ne vit pas une crise mais une catastrophe.....	20
L'Argentine, un pays colonisé .....	21
Le caractère de la révolution et le rôle de la classe moyenne .....	22
Une révolution contre la démocratie bourgeoise.....	25
La situation de double pouvoir et les embryons d'organismes de double pouvoir.....	27
Les issues envisagées par la bourgeoisie pour essayer de démonter la révolution .....	29
L'extrême gauche, l'Assemblée Constituante et la question du pouvoir	31
L'extrême gauche et la question de la direction .....	33
ALCA	
Les fondements formels .....	39
Les fondements formels de l'ALCA.....	40
L'expérience après huit années de NAFTA .....	40
L'ALCA : instrument de recolonisation de l'Amérique Latine.....	45
L'ALCA : plus que le NAFTA, pour l'Amérique Latine.....	46
Est-il possible de vaincre l'ALCA ? .....	47
Le Mercosur ou l'unité des travailleurs et des peuples latino- américains ?.....	49